

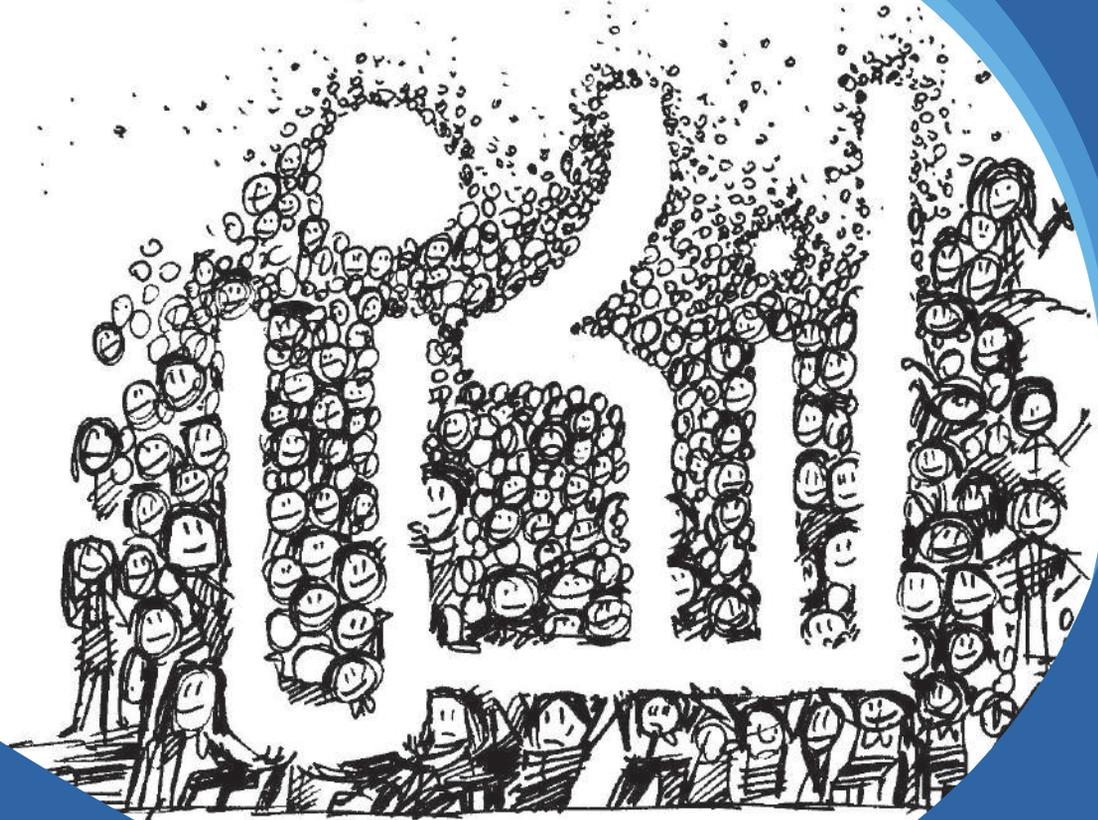


PCPA Soyons Actifs/Actives
PCPA لنكن فاعلين/فاعلات

دليل برنامج لنكن فاعلين/فاعلات

CATALOGUE DU PCPA
SOYONS ACTIFS/ACTIVES

2 0 1 8



Omrane Cartoonist

ENSEMBLE POUR REDUIRE LES
INEGALITES D'ACCES AUX DROITS

معا من أجل تقليص
الفوارق المرتبطة بالحقوق

SOMMAIRE

Dates clés du PCPA Soyons Actifs/Actives :

Présentation du PCPA Soyons Actifs/Actives	2	2011- 2012 Identification des partenaires, élaboration et lancement du programme
Présentation des pôles thematiques	6	2012-2014 Phase pilote du programme Soyons Actifs/Actives. Identifier les problématiques et parties prenantes, diagnostiquer les besoins et le contexte, initier des partenariats nord-sud
Les projets soutenus	18	
Régions d'intervention	56	2014 -2015 Phase de construction du PCPA « Soyons Actifs/Actives »
Membres du programme	57	2015-2025 Phase opérationnelle du PCPA « Soyons Actifs/Actives » Agir, apprendre et construire des partenariats

Présentation du PCPA Soyons Actifs/Actives



Le Programme Concerté Pluri-Acteurs Soyons Actifs/Actives

« Réduire les inégalités d'accès aux droits », telle est l'ambition du Programme Concerté Pluri-Acteurs «PCPA» Soyons Actifs/actives depuis son démarrage en 2012. Dans la nouvelle Tunisie souhaitée par les citoyennes et citoyens qui ont ouvert une nouvelle page de l'histoire de ce pays en 2011, il est question de démocratie, de libertés et de dignité. La réduction des inégalités sociales, économiques et territoriales constitue l'un des enjeux majeurs pour réussir cette transition. Pour réussir ce défi, Soyons Actifs/Actives a choisi de travailler selon une approche en réseau pluri-acteurs, composé à ce jour de près de 80 entités tunisiennes et françaises :

associations, syndicats, coopératives, collectivités territoriales et pouvoirs publics.



L'ambition du programme Soyons Actifs/Actives se situe à plusieurs niveaux

- L'expérimentation sociale avec les citoyennes et citoyens marginalisés ou en situation de précarité, mais également avec ceux qui construisent les politiques publiques

- L'accompagnement et le renforcement des organisations de la société civile, actrices clef du changement social

- La contribution à une nouvelle façon de coopérer, sur les deux rives de la Méditerranée sur des enjeux partagés et selon des méthodes de gouvernance démocratique

- Une action sur le long terme porteuse d'une vision commune et basée sur des valeurs partenariales fortes

- Le développement de projets d'innovation sociale portés par la société civile sur les questions d'éducation, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale et solidaire .
- Les capacités de la société civile à être actrice de la démocratisation des territoires dans le cadre de la décentralisation.
- Le renforcement de l'influence de la société civile et de ses organisations représentatives sur les politiques publiques.



Ce programme s'appuie sur :

-L'expérience de la phase pilote menée entre 2012 et 2014 qui a permis d'appréhender la réalité des inégalités dans les territoires tunisiens;

-La mobilisation de différentes formes de coopération entre la Tunisie et la France (syndicales, associatives, décentralisées, institutionnelles) qui a permis de construire en 2015 une stratégie pluri-acteurs de long terme pour agir efficacement sur la réduction des inégalités d'accès aux droits.



La Vision du PCPA Soyons Actifs/Actives :

« En 2025, le programme a renforcé les capacités des associations tunisiennes. Il a contribué à la structuration de la société civile, et au développement de moyens durables pour lui permettre d'agir efficacement.

Il a également permis de renforcer la reconnaissance institutionnelle des acteurs de la société civile à l'échelle locale et nationale, et a contribué à faire évoluer leur place dans le dialogue avec le secteur public et privé.

A travers une logique de réciprocité, le programme a également permis aux membres français de partager et renforcer leurs pratiques, et de s'enrichir des expériences menées avec leurs partenaires pour les réinvestir en France, dans leurs territoires d'intervention. Enfin, le programme a diffusé et inspiré une méthode de travail concertée pluri acteurs qui pourra être étendue à d'autres thématiques.





La stratégie de mise en oeuvre du PCPA Soyons Actifs/Actives pour 2016-2018 :

- Le développement de projets d'innovation sociale portés par la société civile sur les questions d'éducation, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale et solidaire
- Les capacités de la société civile à être actrice de la démocratisation des territoires dans le cadre de la décentralisation
- Le renforcement de l'influence de la société civile et de ses organisations représentatives sur les politiques publiques.



Axes d'intervention et fonctionnement

3 thématiques d'intervention :

- l'éducation
- l'insertion socioprofessionnelle et l'économie sociale et solidaire
- la démocratie participative

Afin de faire vivre la culture de la concertation pluri-acteurs, le programme a mis en place un fonctionnement de type associatif permettant un système d'adhésion transparent pour en devenir membre. Le programme dispose d'instances de gouvernance commune pour assurer la réelle participation de chacun.



L'Assemblée plénière :

Elle est l'instance suprême de décision. Elle réunit chaque année tous les membres du programme et a pour principal mandat d'adopter les orientations générales du programme et d'élire chaque deux ans, les membres du comité de pilotage



Le comité de pilotage :

Il a pour principale fonction d'animer et de conduire la stratégie du programme dont il est le garant de la cohérence. Le comité de pilotage est composé de membres du programme élus et de membres désignés (pouvoirs publics partenaires du programme, bailleurs de fonds, chef de file).



Des principes d'action basés sur des valeurs communes :

- La démocratie où chaque membre du programme participe de manière égale aux prises de décision
- La coresponsabilité, la responsabilité commune de mise en oeuvre des décisions et des actions, tout en assumant ensemble les difficultés mais également en valorisant les succès.
- La réciprocité, pour un partage et des échanges à tous les niveaux de concertation, de mobilisation des savoir-faire et des compétences de tous les acteurs.
- Le respect de la diversité, de la langue à la culture de tous les intervenants, de la richesse des rencontres humaines permettant une meilleure connaissance de l'autre, de son vécu, ses attentes.
- L'approche réellement participative permettant aux bénéficiaires du programme d'en être les principaux acteurs lors de l'ensemble des étapes de celui-ci.
- La transparence, la visibilité et la lisibilité des procédures de décision et de gestion dans un souci de redevabilité.
- La parité Femme/Homme, qui s'assure de la prise en compte de la représentativité et de l'égalité entre les sexes.
- L'indépendance, qui assure que le programme Soyons Actifs/Actives travaille, de façon non partisane, en faveur de l'intérêt général.

une gouvernance transparente, partagée et démocratique

LE PCPA EN CHIFFRES



81

ORGANISATIONS

membres du programme des organisations de la société civile et des collectivités territoriales tunisiennes et françaises

42

PROJETS

pilotes soutenus et accompagnés



16 500

BENEFICIAIRES

depuis mars 2016

28

TERRITOIRES

touchés sur les deux rives de la Méditerranée
(22 gouvernorats tunisiens et 6 régions françaises)

LES PÔLES THÉMATIQUES

Le programme Soyons Actifs/Actives a mis en place des collectifs de travail thématiques appelés « pôles thématiques » pour permettre aux acteurs engagés sur l'éducation, l'insertion socioprofessionnelle ou la démocratie locale et participative de se rencontrer, d'échanger des pratiques, de se former ensemble, mais également de mener des plaidoyers collectifs.

Co-animés par des organisations membres du programme, ils constituent des espaces d'apprentissage, de mutualisation et de renforcement des partenariats tuniso-français.



POLE ISP/ESS

INSERTION SOCIOPROFESIONNELLE ET ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



Le champ de l'économie sociale et solidaire (ESS) apparaît comme un secteur de développement, et une source de création d'emplois locaux. Il est également d'utilité publique, puisqu'il valorise les patrimoines naturels, culturels et technologiques de la Tunisie, en s'appuyant sur :

- Les multiples initiatives engagées par la société civile depuis 2011, qui mènent des projets dans ce sens, sans qu'ils soient forcément reconnus comme tels ;
- Une jeunesse qui s'organise, se professionnalise et revendique son droit à un travail décent;
- L'appui à des activités génératrices de revenus comme l'expérimentation sur des territoires pilotes (Djerba , Kasserine , Sidi Bouzid, Sejnene)

Pour développer le secteur de l'ESS, il s'agira tout d'abord de développer la culture de l'ESS et dépasser l'expérience douloureuse du collectivisme forcé par l'État entre 1962 et 1969. Parallèlement, le tissu associatif et syndical devra construire sa propre vision de l'ESS et de ses valeurs, pour la proposer aux pouvoirs publics, afin qu'elles fassent l'objet d'une loi qui encadre et soutienne ce secteur au potentiel important.

Le pôle ISP/ESS vise à accompagner la mise en place d'un cadre juridique qui pourra soutenir le développement de ce secteur et garantir un fonctionnement flexible de ses parties prenantes. Ce cadre devra également garantir les mécanismes de transparence et de gouvernance du secteur, son équité dans les régions, son financement. Pour ce faire, le pôle a relevé le défi de travailler d'une manière très concertée, non seulement avec tous les acteurs du programme, mais aussi avec d'autres acteurs internationaux et nationaux en Tunisie et en France.

Objectifs du pôle ISP/ESS :

-renforcement de la capacité des structures membres à aider les populations les plus vulnérables à s'insérer professionnellement par l'entrepreneuriat collectif.

-contribuer à l'élaboration d'une vision partagée et claire de l'ESS en Tunisie, entre les structures membres du PCPA et les autorités publiques

Processus de Capitalisation autour des projets

la capitalisation des expériences, au sein du pôle ISP/ESS, est non seulement une source de production de connaissances mais aussi un moyen de promouvoir l'ESS et un emploi décent et durable en adéquation avec les besoins diversifiés des populations et des territoires, en concertation avec les acteurs socio-économiques.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

- Identifier, analyser, expliciter et modéliser le savoir acquis lors des expériences de projet ou du pôle pour que les membres du collectif ISP/ESS et plus largement ceux du programme et leurs partenaires puissent se l'approprier, l'utiliser et l'adapter dans des contextes diversifiés.
- Observer ces pratiques sociales novatrices, analyser les enjeux sociaux et formaliser les connaissances.



ACTIVITES :

- Mise en œuvre d'un processus de concertation à distance et lors des rencontres du pôle.
- Conception et réalisation d'une étude de terrain en Ingénierie sociale.
- Suivi de l'étude de terrain
- Recueil des données (dispositif à distance et missions de terrain)
- Organisation d'un cycle de quatre focus group sur les territoires d'expérimentation en Tunisie
- Analyse et traitement des données
- Création d'outils de communication sur les contenus de la capitalisation et la démarche



PORTEURS DU PROJET :

IMF
CCDE
OTDDPH



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

Les membres du pôle ISP-ESS



AUTRES PARTENAIRES :

Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (Conventioncadre signée en juillet 2016)



BÉNÉFICIAIRES :

Le processus de Capitalisation mobilise les 26 organisations membres du pôle ISP-ESS : 21 associations tunisiennes ; 5 associations françaises; Il s'intéresse aux 10 projets de terrain menés par les membres en partenariat. Une recherche-action n'a pas de public cible, c'est un processus qui sollicite plutôt des partenaires de réflexion, d'action et de transformation. Ces partenaires sont les membres du pôle ISP-ESS et leurs partenaires dont des acteurs universitaires tunisiens.



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

national



Mutualisation des Ressources

« les associations tunisiennes l'un des leviers du développement local et de l'insertion socioprofessionnelle »



Dans le cadre du pôle ISP/ESS, le collectif « Mutualisation des Ressources » a été créé pour faciliter le travail des organisations. L'enjeu est de pouvoir s'appuyer sur les ressources des membres pour favoriser un renforcement mutuel, tout en valorisant l'action associative en Tunisie. Le collectif propose une intervention autour de 2 axes:

- Identification des métiers et compétences des membres en vue de constituer un premier référentiel des métiers associatifs en Tunisie ; ce référentiel facilitera la mobilisation des compétences pour l'animation de formations ou ateliers d'échange de pratiques au sein du PCPA et contribuera à la valorisation des associations en Tunisie, notamment comme espaces d'employabilité pour les jeunes.

- Animation de temps de renforcement mutuels de compétences entre les membres du Pôle, en complément des formations prévues par la cellule d'appui (emploi en associations et service civique volontaire, les dispositifs de finances solidaires et le financement de l'innovation, et les pratiques de l'accompagnement à l'insertion socio-professionnelle des jeunes par les associations).



OBJECTIFS :

- Promouvoir les métiers associatifs en Tunisie, ainsi que la professionnalisation du secteur
- Favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes
- Revaloriser les expériences acquises dans les associations sur le marché de l'emploi



PORTEURS DU PROJET :

- Association Citoyenneté et libertés (ACL)
- Association AMAL pour la solidarité, le développement et le savoir
- Grdr Migration – Citoyenneté - Développement
- BATIK International



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)
- Association Création et Créativité pour le Développement et l'embauche (CCDE)
- Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé de Tunis (ESSTST)
- La Manufacture coopérative
- Institut Méditerranéen de Formation et recherche en travail social (IMF)
- Institut de Coopération Sociale Internationale (ICOSI)
- Des représentants du PCPA Algérie et des partenaires des organisations porteuses du présent projet en Algérie et en France (non membres des PCPA) pourront être mobilisés pour participer et intervenir lors des temps forts de l'action.



ACTIVITES :

- Diagnostic des métiers et compétences.
- Réalisation d'un référentiel métier
- Présentation du référentiel aux membres
- Ateliers de réflexion et d'échanges de pratiques sur la finance solidaire et l'emploi en associations (en Tunisie)
- Organisation d'un cycle de formation sur les techniques d'accompagnement à l'insertion socioéconomique en Tunisie.



BÉNÉFICIAIRES :

- 30 représentant-e-s des organisations membres du Pôle ISP/ESS
- 60 organisations de la société civile tunisienne membres du PCPA
- Des représentant-e-s des pouvoirs publics



AUTRES PARTENAIRES :

Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S) :

Les gouvernorats tunisiens où le collectif a des membres (Kasserine, Sidi Bouzid, Gafsa, Le Kef, Médenine, Gabes, Tataouine).





- contribuer à l'élaboration d'une loi sur l'ESS et à son application effective dans les politiques publiques conformément à la vision du programme.

- contribuer à promouvoir l'emploi décent et durable en adéquation avec les besoins diversifiés des populations et des territoires, en concertation avec les acteurs socio-économiques

- contribuer à l'amélioration de la qualification et du pouvoir d'agir et de choisir des populations pour consolider/ construire leur avenir professionnel



LES PÔLES THÉMATIQUES

Le programme Soyons Actifs/Actives a mis en place des collectifs de travail thématiques appelés « pôles thématiques » pour permettre aux acteurs engagés sur l'éducation, l'insertion socioprofessionnelle ou la démocratie locale et participative de se rencontrer, d'échanger des pratiques, de se former ensemble, mais également de mener des plaidoyers collectifs.

Co-animés par des organisations membres du programme, ils constituent des espaces d'apprentissage, de mutualisation et de renforcement des partenariats tuniso-français.



PÔLE ÉDUCATION



« L'éducation d'aujourd'hui n'a pas vocation à former uniquement de futurs travailleurs, mais des citoyens, elle doit permettre de développer les intelligences multiples et ouvrir sur la diversité du monde »

L'éducation tout au long de la vie constitue l'un de nos biens communs les plus précieux puisqu'il concerne toute la société. Les membres tunisiens et français du pôle éducation se sont réunis pour promouvoir le droit à :

La qualité de l'éducation pour tous et partout dès la petite enfance, qu'elle soit obligatoire, gratuite et égalitaire ;

La reconnaissance et la promotion de l'éducation socio-culturelle, qui est totalement complémentaire de l'école ;

La culture de la citoyenneté, qui est la meilleure chance pour lutter contre la violence et pour assurer la démocratie.

Le travail du pôle éducation consiste notamment à faire opérer un changement en passant d'un droit à l'apprentissage vers un droit à l'éducation. Pour cela, le pôle éducation a décidé de travailler sur quatre niveaux :

La contribution à la nécessaire réforme de l'éducation en Tunisie en considérant l'éducation formelle et non formelle comme complémentaire

L'interculturalité comme vecteur de dialogue entre les deux rives

Le renforcement des associations d'éducation populaire et la reconnaissance institutionnelle de leurs formations en animation socioculturelle

Le renforcement des communautés éducatives sur la prise en compte des droits de l'enfant

Thèmes abordés

1. L'interculturalité comme vecteur de dialogue entre les deux rives,
2. La participation des membres du pôle sur la réforme de l'Education
3. La question de l'éducation non formelle à travers l'animation socio culturelle.



Calendrier des activités

- 26 Mars 2017 : réunion du pôle éducation
- 20,21 et 22 Mai 2017: formation sur la capitalisation
- 6 et 7 Octobre 2017 : réunion du pôle éducation
- 30 et 31 Janvier 2017 : réunion du pôle éducation
- 3 et 4 Avril 2018 : Formation de deux jours sur le plaidoyer
- Juin 2018 : formation en droits des enfants
- Septembre ou octobre 2018 :visite d'échange en France
- Octobre ou novembre 2018 Séminaire de partage d'expériences.





Le but de ce projet est de valoriser le travail associatif, en matière d'animation socioculturelle, et de professionnaliser ce domaine, à travers la création d'un diplôme adéquat. Anima Tunisie vise, aussi, à faire reconnaître la réalité de l'animation socio-éducative, en Tunisie, à formuler les besoins de terrain, les attentes et les recommandations de la population cible concernée, tout en impliquant les différents acteurs publics et les organisations de la société civile œuvrant en matière d'animation socio-éducative.

Pour ce faire, il a été prévu d'élaborer un état des lieux, un carnet d'animateur socio-éducatif volontaire, l'organisation de rencontres et d'échanges, afin que la société civile soit une force de proposition capable de mener des campagnes de plaidoyer, pour la reconnaissance du Statut d'animateur Socio-éducatif par l'État Tunisien. Ainsi, Anima Tunisie a entamé ce plaidoyer, lors d'une réunion avec le secrétaire d'Etat de la Jeunesse et la Direction Générale de la Jeunesse qui ont montré un grand intérêt à soutenir ce projet.

Les deux référentiels, de l'animateur socio-éducatif en Tunisie et des compétences de l'association formatrice en Tunisie, aboutiront à un carnet d'animateur socio-éducatif volontaire et d'un support de formation, rédigés par des associations de tous les gouvernorats de la Tunisie, feront ensuite l'objet de plaidoyer auprès des ministères concernés, permettant ainsi la mise en place efficace du statut d'animateur socio-éducatif.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Promouvoir la reconnaissance du Statut d'animateur Socio-éducatif volontaire par l'Etat Tunisien.



ACTIVITES :

- Rencontre(s) entre les acteurs publics et associations œuvrant dans le domaine socio-éducatif, les partenaires du projet, les professionnels de l'éducation autour de l'animation socio-éducative
- Elaboration d'un état des lieux sur l'animation socio-éducative en Tunisie, d'un carnet d'animateur socio-éducatif volontaire et d'un support de formation
- Formation à l'animation socio-éducative, formation des formateurs/trices sur les techniques de formation à l'animation socio-éducative et mise en application sur terrain
- Activités de plaidoyer



BÉNÉFICIAIRES :

Les élèves, les directeurs d'écoles, les enseignants
Les parents, les enfants
Le large public et la société en général



PORTEURS DU PROJET :

Mash'hed
Les SCOUTS



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

Scout Sfax
CEMEA pays de la Loire (France)
Francas (France)
Ligue tunisienne de l'enseignement
Amal pour la solidarité et le développement et le savoir à Kasserine



AUTRES PARTENAIRES :

Ministère de l'éducation
Ministère de la jeunesse et des sports
Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Ministère des affaires culturelles
-Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique
-Au niveau local, les pouvoirs publics à impliquer :
-Commissariats Régional de l'éducation (Gafsa, Sfax, Kasserine)
- Commissariats Régional de la jeunesse et du sport (Gafsa, Sfax, Kasserine)
- Délégation de la femme et de l'enfance (Gafsa, Sfax, Kasserine)
- Délégation de la culture (Gafsa, Sfax, Kasserine)



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

National

Amélioration du rapport à et dans l'école pour la réussite de toutes et de tous



« Il s'agit d'un projet original de recherche-actions sur les causes, les facteurs et les pistes de solution autour du phénomène du décrochage scolaire des élèves en Tunisie qui touche près d'un élève sur dix. Ce projet est réalisé dans les territoires les plus touchés par ce phénomène »



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la formulation d'une politique éducative inclusive et garantir l'implication des acteurs dans le projet d'établissement scolaire au travers un dialogue permanent et constructif.



ACTIVITES :

- Réalisation d'une recherche-action sur l'amélioration du rapport à et dans l'école pour la réussite de toutes et de tous
- Séminaire de validation du rapport final/recherche-action
- Séminaire de formation sur la structure de dialogue au sein de l'établissement scolaire.
- Voyage d'étude en France pour l'échange des expériences
- Mise en place d'une structure pilote de dialogue au sein de l'établissement scolaire dans les 5 zones cibles



BÉNÉFICIAIRES :

- Les élèves
- Les parents
- Le personnel du système éducatif
- Les acteurs de la société civile



PORTEUR DU PROJET :

- Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT)
- Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)
- Confédération française Démocratique du travail (CFDT)



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de l'éducation
- les membres du pôle éducation

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

Ariana, Bizerte , Gafsa , Kasserine , Sidi Bouzid , Sousse



Projets soutenus par le PCPA Soyons Actifs/Actives depuis Mars 2016





De l'appui aux jeunes talents à l'entrepreneuriat dans le champ de l'ESS

<<La première Coopérative d'Activité et d'Emploi <<CAE>> en Tunisie>>



L'idée de l'initiative intitulée « De l'appui aux jeunes talents à l'entrepreneuriat dans le champ de l'ESS », est de faire réfléchir les jeunes à des solutions nouvelles et de leur faire comprendre que le développement d'une activité économique peut résoudre nombre de problèmes. Ce projet consiste à rendre la création d'emploi et l'entrepreneuriat collectif dans le champ de l'ESS accessible aux jeunes, en les sensibilisant. Il vise, également, à sensibiliser, les acteurs présents sur le territoire sur une manière d'entreprendre autrement, sur la démarche, le fonctionnement et les mécanismes de l'ESS, d'autant que le concept de l'ESS est encore méconnu, particulièrement chez les jeunes chômeurs. Pourtant, il occupe une place primordiale dans le développement durable, puisqu'il propose des solutions économiques respectueuses de l'environnement et des individus.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Rendre la création d'emploi et l'entrepreneuriat collectif dans le champ de l'ESS accessible aux jeunes et les accompagner pour la concrétisation de leurs activités et créer une entreprise collective de type Coopérative d'Activité et d'Emploi « CAE ».



ACTIVITES :

- Séminaire de sensibilisation sur l'Économie sociale et solidaire
- Formation sur les activités professionnelles, projets personnels et l'insertion par la création d'activités
- Ateliers collectifs de formation sur la rédaction de plans d'affaires
- Dispositif d'accompagnement des jeunes à la concrétisation de leurs activités
- Stage d'immersion pour le futur gérant de la CAE
- Création d'une entreprise collective de type CAE
- Coopérative d'Activité et d'Emploi



BÉNÉFICIAIRES :

- Jeunes demandeurs d'emploi
- Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
- Bureau de l'emploi
- Maison de jeunes
- Association CCDE
- ANETI



PORTEURS DU PROJET :

- Association Création et Créativité pour le Développement et l'Embauche « CCDE »
- L'Institut Méditerranéen de Formation et recherche en travail social « IMF »
- La manufacture coopérative « Manucoop »



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

L'organisation Tunisienne de défense des droits des Personnes Handicapées « OTDDPH »



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi « MFPE »
- Plateforme pour les emplois verts (PEV)
- Maison de Jeunes Ras Jebel



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Ras Jebel, Metline, Raf Raf, Sounine et d'El Garia





Un premier groupement agricole 100% féminin en Tunisie



Le projet "Pas à Pas" consiste à renforcer les compétences de 40 femmes rurales de la zones de « Hessi Lefrid » en technique d'élevage de poulets fermiers et l'optimisation des dépenses de mini-unités de production des œufs fermiers qui sont les plus demandés sur le marché, grâce à une compositions alimentaire très riche. Les femmes bénéficieront d'un appui financier pour mettre en place ces mini-projets d'élevage des poules dans le cadre d'une structure économique sociale et solidaire (GDA, SMSA...) crée pour l'amélioration des conditions de productions des œufs, la commercialisation et le développement du part du marché, le réseautage et la mise en relation avec les acteurs économiques. Ce groupement agricole va être dirigé par une équipe des diplômés chômeurs de la même spécialité qui auront acquis des formations de mise à niveau. Le projet est une expérience pilote qui peut être développée dans plusieurs autres délégations, en respectant les spécificités de chacune, ce qui va créer une grande dynamique économique dans la région tout en contribuer à la création de plusieurs emplois.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Promouvoir l'insertion socio-économique des habitantes des zones rurales dans la région de Kasserine et Sidi Bouzid en mettant en place une structure d'économie, sociale et solidaire, dédiée aux femmes rurales.



ACTIVITES :

- Organisation d'un atelier de concertation, recommandation et d'information pour identifier les différents besoins de la femme rurale et les spécificités de la région dans l'élevage des poulets.
- Organisation d'une journée d'information et d'échange entre les différents intervenants économiques dans l'élevage des poulets.
- Formation des femmes rurales sur les techniques et les outils d'élevage de poulets
- Financement de 40 activités génératrices des revenus pour les femmes déjà formées dans l'élevage des poulets.
- Sélection et formation des jeunes diplômés chômeurs pour former un groupe de gestion administratif et financier du groupement agricole qui va être crée.
- Création du groupement agricole dans la zone rurale (mise en place de la gouvernance, des procédures de fonctionnement, etc.)
- Organisation du séminaire de lancement du projet : Echange entre éleveuses tant que fournisseurs des œufs, les clients potentiels, les pouvoirs publics et les différents intervenants...
- Capitalisation sur la démarche d'accompagnement de la création du groupement pour étendre le projet et valoriser les résultats



BÉNÉFICIAIRES :

Les femmes rurales de Kasserine



PORTEUR DU PROJET :

Association Tunisienne de Défense des Demandeurs d'Emploi en Kasserine « ATDDEK »



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- BATIK International
- Association de Développement de la Femme Rurale Kasserine « ADFR »



AUTRES PARTENAIRES :

- Office de l'élevage et des pâturages
- Commissariat régional de développement agricole à Kasserine.
- Union tunisienne d'agriculture paysanne
- Délégation régionale de la femme et de la famille à Kasserine.



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

Gouvernorat de Kasserine: delegation Hessi lefrid et zones limitrophes avec le gouvernorat de sidibouzid.

Elaboration d'un plaidoyer autour de l'Economie Sociale et Solidaire et mise en œuvre d'une stratégie collective afin de contribuer à la promulgation d'une loi ESS en Tunisie



Ce projet vise à contribuer à la promulgation d'une loi relative à l'économie sociale et solidaire, à travers la participation active des organisations de la société civile dans la formulation des politiques publiques, dans le domaine de l'ESS. Il participera à l'élaboration d'un plaidoyer relatif à l'ESS, comprenant tous les éléments clés nécessaires devant favoriser la promulgation de la loi ESS. Il permettra de fixer une stratégie de mise en œuvre du plaidoyer afin de garantir toutes les conditions susceptibles d'être portées par toutes les parties prenantes (Assemblée des Représentants du Peuple, les ministères concernés, les médias et les OSC). Ce projet vise une grande frange de la population tunisienne, dans les 24 gouvernorats et plus particulièrement les populations les plus fragilisées (les petits agriculteurs, les femmes rurales, les artisans, les chômeurs, ...) avec la participation de parlementaires, des représentants des ministères concernés, de certains partis politiques et des organisations de la société civile. A la fin de ce projet, un diagnostic relatif à la situation de L'ESS est partagé et validé, un plaidoyer complet sur l'ESS est élaboré. L'activité du plaidoyer est reconnue et diffusée à l'échelle nationale et territoriale



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la promulgation d'une loi relative à l'économie sociale et solidaire au travers de la participation active des organisations de la société civile (OSC) dans la formulation des politiques publiques dans le domaine de l'ESS tout en élaborant un plaidoyer relatif à l'ESS en fixant une stratégie de mise en œuvre



ACTIVITES :

- Réalisation d'une étude sur la situation actuelle de l'ESS à travers une analyse documentaire (Diagnostic à partager avec les porteurs de projets).
- Séminaire de présentation et de validation du diagnostic relatif à la situation actuelle de l'ESS.
- Elaboration d'un plaidoyer relatif à l'ESS
- Elaboration d'une stratégie de mise en œuvre du plaidoyer



BÉNÉFICIAIRES :

- Les populations les plus fragilisées sur tout le territoire (les petits agriculteurs, les femmes rurales, les artisans, les chômeurs, etc.)
- Les porteurs de projets ESS qui souhaitent s'engager dans la recherche de solutions solidaires et collectives



PORTEURS DU PROJET :

- L'Union générale tunisienne du travail « UGTT »
- Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement « AFTURD »
- ICOSI



AUTRES PARTENAIRES :

- Membres du pôle ISP/ESS
- Partenaires publics : Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S) :

National



Pour une meilleure insertion socioprofessionnelle des femmes et des jeunes



Ce projet s'inscrit dans le cadre de « l'observatoire Asma Fenni pour l'égalité des chances et la citoyenneté des femmes en Tunisie ». Il contribuera, à travers les outils mis en place, à identifier et à documenter les discriminations socio-économiques à l'égard des femmes et des jeunes. Il participera à l'amélioration de la situation des femmes sur la base d'une démarche concertée, visant l'égalité entre les hommes et les femmes. Il sensibilise, soutient et accompagne les femmes pour leurs autonomisations sociales et économiques.



Les femmes et les jeunes des régions ciblées seront formé-e-s et sensibilisé-e-s pour la recherche d'emplois, en communication et en droits sociaux économiques. Ils/Elles bénéficieront d'un accompagnement et d'un soutien en matière de recherche d'emplois, de création d'entreprises et accéderont ainsi à leurs droits sociaux et économiques. Les décideurs politiques seront sensibilisé-e-s à l'importance de mettre en place les mesures adéquates et des programmes adaptés permettant un meilleur accès à l'emploi. Ils adopteront alors, des attitudes positives quant à l'amélioration des programmes mis en place en faveur d'une réelle insertion socioprofessionnelles et par rapport au changement des pratiques discriminatoires et l'adoption de nouvelles mesures en faveur de l'égalité des chances.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Agir sur les politiques publiques afin de garantir un meilleur accès aux droits socio-économiques des femmes et des jeunes sur la base de l'égalité des chances en renforçant leurs capacités, en les soutenant et en les accompagnant pour la recherche d'emploi.



ACTIVITES :

- Formation et sensibilisation des femmes et des jeunes sur les droits socio-économiques, sur la communication autour de la recherche d'emploi, et en techniques de recherche d'emploi (TRE).
- Accueil, écoute, orientation juridique, soutien psychologique et accompagnement juridique et social des femmes à Sfax et à Ben Arous et à Sousse. Un troisième GEARE (guichets d'écoute et d'accompagnement en recherche d'emploi) sera mis en place à Sousse dans le cadre de ce projet
- Accompagnement des femmes dans la mise en place des projets et dans le processus d'insertion socioprofessionnelle
- Elaboration d'une enquête sur la pertinence des programmes de l'Etat en matière d'emploi, d'entreprenariat et d'insertion professionnelle
- Publication de rapports annuels et semestriels et des notes d'analyse sur la situation des droits socio-économiques des femmes et des jeunes
- Actions de plaidoyer auprès des autorités locales et nationales pour la prise en compte des recommandations des différents acteurs de la société civile



BÉNÉFICIAIRES :

- Les femmes et les jeunes en recherche d'emploi
- ANETI



PORTEUR DU PROJET :

Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- UGTT et les bureaux régionaux et locaux de l'UGTT à Sousse, à Sfax et à Ben Arous
- Association Beity pour les femmes sans domicile
- Ligue Tunisienne de défense des Droits de l'Homme (LTDH)
- IMF



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de la femme
- ANETI



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S) :

- Ben Arous
- Sfax
- Sousse





« LE DROIT DE VIVRE ET DE TRAVAILLER COMME TOUT LE MONDE »



Ce projet vient d'une nécessité primordiale, celle d'organiser et de structurer l'emploi des personnes handicapées, au niveau juridique et pratique, en contribuant à la question de leur insertion socioprofessionnelle, en sensibilisant les institutions publiques et les employeurs sur les droits socio-économiques de ces dernières. Il favorisera, ainsi, le dialogue avec les décideurs et les employeurs potentiels, afin de mettre en place des mécanismes adéquats pour la mise en application de la loi, et ce en mobilisant le grand public pour appuyer l'engagement de la mise en œuvre des mécanismes d'application de la loi relative à l'emploi des personnes handicapées.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la question de l'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées dans un milieu de travail ouvert, accessible, avec une politique nationale qui favorise l'inclusion des personnes handicapées



ACTIVITES :

- Organisation de 6 ateliers de consultation : dans les régions cibles.
(définir les problématiques et identifier les intervenants dans le secteur de l'emploi des personnes handicapées, ainsi identifier les recommandations générales)
- Formation sur les droits socio-économiques des personnes handicapées
- Elaboration d'un registre de recommandations et d'un policy paper
- Conférence de presse : présentation de l'état des lieux et des résultats des consultations dans les 6 régions ainsi que des recommandations finales
- Rencontre avec les différents partis politiques et les organisations de la société civile
- Journée de sensibilisation avec les différents intervenants dans les régions ciblées
- Rencontres avec les décideurs et la Commission des droits des personnes handicapées
- Séminaire de clôture (avec la présence du chef du gouvernement ou son représentant)



BÉNÉFICIAIRES :

Les personnes handicapées, les employeurs des entreprises privées et les intervenants publics de l'emploi



PORTEUR DU PROJET :

Organisation Tunisienne de Défense des Droits des Personnes Handicapées (OTDDPH)



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

Création et Créativité pour le Développement et l'Embauche (CCDE)
UGTT
Institut Méditerranéen de Formation et de Recherche en Travail Social



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
- UTICA

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):



- Nord-Est (Bizerte, Grand Tunis)
- Nord-Ouest (Le Kef)
- Centre-Est (Sousse, Monastir)
- Centre-Ouest (Kasserine, Sidi Bouzid)
- Sud-Est (Médénine)
- Sud-Ouest (Gafsa)

L'économie sociale et solidaire de l'engagement à l'action



Le présent projet, a pour objectif la valorisation de la chaîne de valeur locale, qu'est la figue de barbarie biologique, en créant des emplois décents chez les femmes rurales, en situation de chômage, de la région de Kasserine. Cette filière contribue fortement au développement social sur plusieurs régions de la Tunisie, grâce au travail de la femme Rurale d'une part, et la superficie étendue qui permet le développement de ce produit, notamment grâce au climat. Ce produit de terroir recèle de nombreux trésors cachés dans ses pépins et possède d'innombrables avantages médicinaux, offrant, ainsi, des sources de revenus durables pour les ménages ou les femmes du milieu rurale.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

- Appliquer les principes de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) pour la promotion d'une chaîne de valeur locale sensible au genre dans une zone aride à Kasserine (CVFBB).



ACTIVITES :

- Mise en réseautage et création d'une plateforme des structures opérant dans le même champ d'action (les Institutions, les GDA & la SMSA)
- Identification et sélection des femmes actrices dans la chaîne de valeur figue de barbarie biologique à Zelfene- Kasserine
- Organisation de sept (07) sessions de formation de deux jours (02) pour les femmes identifiées (14 Journées de Formation)
- Organisation de quatre (04) journées de sensibilisation dédiées aux acteurs locaux pour assurer l'ancrage formel entre les 2 GDA féminins et la SMSA Zelfene qui commercialise la figue de barbarie fraîche (les GDA adhèrent en tant que membre moral à la SMSA Zelfene) en appuyant et accompagnant les femmes dans la CVFBB.



BÉNÉFICIAIRES :

Les femmes artisanes en situation de chômage issue du territoire de Kasserine.



PORTEUR DU PROJET :

- Association de Développement de la Femme Rurale à Kasserine



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

Association Tunisienne de Défense des Demandeurs d'Emploi à Kasserine.
- Institut Méditerranéen de Formation et de Recherche en Travail Social



AUTRES PARTENAIRES :

- ONUDI (Organisation des Nations Unies pour Développement Industriel)
- Ministère des collectivités locales et de l'environnement
- Ministère de l'Agriculture (CRDA de Kasserine)
- la chambre de commerce et de l'industrie du sud-ouest (CCISO)
- l'Agence de Promotion de l'investissement agricole (APIA)
- l'Union Régional de l'Agriculture et de pêche (l'URAP)
- Ministère de la formation professionnelle
- Bureau de l'emploi et du Travail Indépendant à Kasserine



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Le Gouvernorat de Kasserine et ses zones limitrophes (Zone de ZELFENE, Ouled Moussa et Elbenana)



L'Artisan d'un ouvrier marginalisé à un entrepreneur acteur principal de développement

« L'artisan : un acteur économique ! »



« L'Artisan d'un ouvrier marginalisé à un entrepreneur acteur principal de développement » est un projet, qui comme son titre l'indique vise à construire une vision d'avenir pour le secteur artisanal à Djerba en vue de le restructurer, de renforcer des capacités de production et d'assurer sa durabilité. L'intérêt de ce projet consiste dans le fait que l'artisan puisse se transformer en un acteur économique à l'image des autres acteurs économiques, notamment dans l'économie locale. Pour ce faire, il faut prévoir d'améliorer les capacités des artisans au niveau de la production, l'innovation, la gestion et la commercialisation et les aider à créer des projets et leur regroupement dans des mutuelles ayant un caractère solidaire. D'une manière plus générale, il faudra valoriser le produit artisanal et sensibiliser le citoyen quant à l'importance de sa consommation et sa protection de la concurrence étrangère.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Construire une vision d'avenir pour le secteur artisanal à Djerba, en vue de le restructurer, de renforcer des capacités de production et d'assurer sa durabilité pour que l'artisan puisse se transformer en un acteur économique à l'image des autres acteurs économiques, notamment dans l'économie locale.



ACTIVITES :

- Des ateliers de formation et d'accompagnement en conception, conditionnement, comptabilité, gestion et commercialisation
- Elaborer un guide simplifié qui comporte toutes les procédures préalables à la création d'un projet artisanal et organiser une journée destinée aux médias pour en informer
- Créer un espace abritant le dialogue entre les artisans pour rapprocher les points de vue afin de les aider à s'organiser en groupes
- Atelier dédiés aux normes de qualité en vue de mettre un modèle de qualité pour le produit artisanal
- Campagnes de sensibilisation pour la consommation du produit artisanal.



PORTEUR DU PROJET :

Association de la Citoyenneté et la liberté



AUTRES PARTENAIRES :

L'Office National de l'Artisanat
ENDA ONG
La Délégation régionale des artisanats
L'Agence régionale de la formation et de l'emploi
Le village artisanal
Le centre de formation professionnelle



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S) :

- Djerba



BÉNÉFICIAIRES :

Les artisans de spécialités différentes avec une position particulière accordée aux femmes, jeunes et personnes handicapées





Valorisation et Intégration du Tourisme dans l'Economie Sociale et Solidaire



A l'heure où les choix économiques en Tunisie montrent leurs limites, l'économie sociale et solidaire apporte un éclairage nouveau au développement régional. Source d'innovation, de pratiques démocratiques, d'ancrage territorial et d'emplois, cette forme d'entreprenariat permet de favoriser un développement local plus équilibré, équitable et responsable capable de réduire les écarts inter-régions. L'idée du projet « VITESS » s'inscrit dans ce contexte de mise en valeur des opportunités d'investissement et de développement local et durable, dans le domaine de tourisme alternatif, en particulier le tourisme social et solidaire. Il vise à engager une réflexion sur le sens et la portée du tourisme alternatif dans la valorisation des richesses et ressources locales, en étudiant les opportunités locales disponibles dans le gouvernorat du Kairouan et en sensibilisant les jeunes et les investisseurs à ses potentialités.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

- Contribuer à la promotion et au développement des initiatives de la population locale, dans le domaine du tourisme social et solidaire, qui s'adaptent au concept de l'ESS, dans le gouvernorat de Kairouan.



ACTIVITES :

- Etude : La réalisation d'un rapport sur les potentialités de développement et d'investissement durable et intégré dans quatre délégations de Kairouan.
- Formation : La formation d'un groupe de 16 jeunes pour devenir des passeurs de cultures de développement de tourisme social et solidaire à Kairouan.
- Sensibilisation : L'organisation des journées d'information sur les potentialités de l'économie sociale et solidaire au niveau local (tourisme alternatif comme modèle) dans les quatre délégations, en collaboration avec le commissariat régional de l'emploi à Kairouan. Et l'organisation d'une conférence de presse (aussi journée de clôture) où en invitant les autorités publiques et privées concernées par le projet.



BÉNÉFICIAIRES :

- Les jeunes chômeurs, les jeunes entrepreneurs et les intéressés au développement ou l'investissement local dans les régions cibles du projet.
- Les acteurs de tourisme alternatif (association, agence de voyage...) ou les acteurs des secteurs en relation (artisanat, agriculture, ...)



PORTEUR DU PROJET :

- Association « Mémoire de la médina »



AUTRES PARTENAIRES :

- Espace entreprendre de Kairouan
- Délégation régionale de tourisme de Kairouan



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Quatre délégations du gouvernorat de Kairouan : Oueslatia, Haffouz, Hajeb layoun et Nasrallah.

Revivons nos racines !

« Plus qu'une poterie, tout un patrimoine, un art et une économie !!! »



A travers le projet Revivons nos racines, le Club Culturel Ali Belhouane, (CCAB) en collaboration avec ses différents partenaires, compte contribuer à la promotion de la poterie berbère dans la région de Sejnène, qui est connue par cette pratique, ce qui aura comme résultat : l'amélioration des conditions de vie des femmes potières et leur insertion économique. Ce projet est une garantie pour la pérennisation de la poterie berbère. Il est également un projet générateur de revenus pour les femmes défavorisées de la région de Sejnène, participant ainsi, à la réduction des inégalités socioéconomiques et culturelles. En fait, ce projet se présente également en tant que solution pour réduire le chômage des jeunes femmes sans diplôme, en donnant l'occasion aux participantes d'acquérir les outils nécessaires qui leur permettent de s'implanter à leur propre compte à travers la création de leurs petits ateliers, et en créant de nouvelles pistes de commercialisation.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la conservation et à la valorisation du patrimoine berbère à travers la promotion de la fabrication de la poterie berbère avec des moyens plus modernes et aider les femmes rurales défavorisées de Sejnène à s'autonomiser à travers la commercialisation de leurs produits.



ACTIVITES :

- Organisation de 6 ateliers de consultation : dans les régions cibles.
(définir les problématiques et identifier les intervenants dans le secteur de l'emploi des personnes handicapées, ainsi identifier les recommandations générales)
- Formation sur les droits socio-économiques des personnes handicapées
- Elaboration d'un registre de recommandations et d'un policy paper
- Conférence de presse : présentation de l'état des lieux et des résultats des consultations dans les 6 régions ainsi que des recommandations finales
- Rencontre avec les différents partis politiques et les organisations de la société civile
- Journée de sensibilisation avec les différents intervenants dans les régions ciblées
- Rencontres avec les décideurs et la Commission des droits des personnes handicapées
- Séminaire de clôture (avec la présence du chef du gouvernement ou son représentant)



BÉNÉFICIAIRES :

Les personnes handicapées, les employeurs des entreprises privées et les intervenants publics de l'emploi



PORTEUR DU PROJET :

Club Culturel Ali Belhouane (CCAB)



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

CCDE



AUTRES PARTENAIRES :

Association Tunisienne d'Appui au Travail "ATAT"
Association « La volonté » pour le développement de Bizerte
Association pour la Gestion et l'Animation des Equipements Sociaux et Culturels de la résidence La Gavotte Peyret – AGAESC–
Association Sejnènia
Municipalité de Sejnène
Ministère de la Jeunesse et des Sports

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

La ville de Sejnène située au Gouvernorat de Bizerte



Les techniques multimédias au service de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire



La Tunisie, fait face à un gros défi, depuis quelques années déjà, mais plus particulièrement après la révolution : le problème de l'emploi des jeunes. En dépit, des différents projets menés pour lutter contre le chômage, les résultats restent très limités et bien en deçà d'une réalité socio-économique en crise. Face à autant d'injustice en matière d'emploi des jeunes et de l'échec des politiques publiques ou plutôt du manque de stratégie globale en matière d'emploi de la part de l'Etat, il est important d'initier des projets pilotes certes très limités dans le temps et sur le territoire mais qui peuvent améliorer la situation. Ce projet vise, donc, à contribuer à la réduction du taux de chômage en créant des synergies à travers des pratiques innovantes et des solutions simples et ludiques qui peuvent être très facilement adoptées par les jeunes pour trouver un emploi et construire un projet professionnel.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

- Contribuer à rapprocher les jeunes diplômés des niches d'emploi à travers des outils multimédia innovants.



ACTIVITES :

- Formations en rédaction des CV, Enregistrement des CV audiovisuels, Diffusion des CV vidéo sur une plateforme collaborative
- Formation interactive via l'approche « design thinking » pour amener les participants à réaliser qu'ils peuvent jouer un rôle actif dans l'amélioration de leur environnement et qu'à leur échelle ils ont déjà toutes les capacités.
- Séminaire avec les professionnels de l'emploi et de la formation professionnelle et des personnes des ressources humaines des entreprises publiques et privées



BÉNÉFICIAIRES :

- Jeunes diplômés en recherche d'emploi
- Conseillers à l'emploi et acteurs de l'insertion professionnelle
- Professionnels des ressources humaines dans les entreprises publiques et privées



PORTEUR DU PROJET :

- Imagecom



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- ASTUCE
- CCDE
- VICTOIRE
- YOUNGA SOLIDAIRE
- IMF
- FTCR



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de la formation professionnelle
- Bureaux de l'emploi



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Ras Jbel
- Sidi Bouzid
- Mahrès



CIRCUIT COURT ESS

« Un Circuit court économique et solidaire (CCES) est une forme d'échange économique valorisant le lien social, la coopération, la transparence et l'équité entre les acteurs de l'échange. »



Le projet vise à sensibiliser, tester et initier des échanges économiques entre des entreprises de l'ESS tunisiennes et françaises. Le but est de créer de nouvelles coopérations, diversifier l'offre de produits et de services dans les deux pays et par ce moyen contribuer à la création d'emplois au sein de l'ESS en Tunisie. Même si le contexte est différent, il existe des leviers de création d'emplois dans le champ de l'ESS en Tunisie. D'autant plus, qu'il a été prouvé que ces entreprises se portent mieux en période de crise économique que les entreprises traditionnelles. En s'appuyant les liens existants entre la Tunisie et la France, le projet souhaite développer l'esprit de jumelage et de soutien mutuel entre des entreprises/entrepreneur-e-s tunisiens et français.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer au développement économique des organisations de l'ESS en Tunisie et en France et par ce moyen favoriser la création d'emplois décentes et l'insertion socio-professionnelle.



ACTIVITES :

- Identifier le potentiel d'activités nouvelles en ESS et faciliter leur émergence en Tunisie et en France
- Détecter et activer de nouvelles possibilités d'échanges commerciaux directs entre structures de l'ESS de la Tunisie vers la France
- Développer la coopération entre entrepreneurs de l'ESS des 2 rives
- Capitaliser les actions menées dans le cadre de ce projet et les évaluer pour un éventuel déploiement



BÉNÉFICIAIRES :

- Les organisations et réseaux de l'ESS en Tunisie et en France
- Les entrepreneur-e-s et salarié-e-es de l'ESS en Tunisie et en France
- Les associations tunisiennes membre du PCPA soyons actifs/actives
- Les parties prenantes publiques et privées intervenant dans le champ de l'ESS, du développement économique, de l'internationalisation et de l'innovation



PORTEURS DU PROJET :

- La Manufacture Coopérative
- Association Création et Créativité pour le développement et l'Embauche (CCDE)
- Association de Développement de la Femme Rurale (ADFR)



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- ICOSI et CCDE en tant que coordinateurs du Pole ISP/ESS
- Equipe du programme PCPA en Tunisie notamment le bureau de Sidi Bouzid



AUTRES PARTENAIRES :

- CRESS (Chambres régionales économie sociale et solidaire)
- Associations d'accompagnement d'entrepreneur-e-s / institutions de développement économique / Réseaux d'entreprises
- Fédérations et fondations de l'ESS en France
- PLATESS (réseau ESS tunisien)



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

Bizerte/Kasserine



- Le territoire métropolitain français

Vers une école rurale dynamique



« le projet « vers une école rurale dynamique » vise la mise en place d'animations périscolaires auprès des enfants des écoles primaires rurales de la région de Kasserine. Le projet consistait également à former des jeunes diplômés du supérieur de la région aux méthodes d'animation socio-éducatif.

Dans les 3 ans à venir, le projet contribuera à un projet d'envergure nationale, visant la reconnaissance officielle d'une formation à l'animation socio-éducatif des jeunes chômeurs ou étudiants.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Créer dans ou autour des écoles rurales de Tunisie des accueils éducatifs périscolaires, ou extra-scolaires pérennes, gérés par des jeunes animateurs formés à l'animation socio-éducatif et accueillant les enfants de 5 à 12 ans sur leurs temps libre dont le but de contribuer à un projet d'envergure nationale visant la reconnaissance officielle d'une formation à l'animation socio-éducatif en direction de jeunes chômeurs ou étudiants.



ACTIVITES :

- Renforcement des capacités des jeunes tunisiens retenus dans ce projet, à la pratique orale et écrite du français
- Un groupe de 12 à 15 jeunes tunisiens chômeurs participent à deux sessions de formation à l'animation "FAST 2" l'une théorique et l'autre pratique
- Une expérimentation dans ou autour des écoles publiques sélectionnées autour de Kasserine d'accueil éducatifs périscolaires
- Mettre en place un complément de formation auprès des jeunes animateurs en place: session dite d'approfondissement
- Organisation d'un séminaire pouvoirs publics/société civile "Bilan et perspectives" pour rendre compte des actions menées sur les territoires et mettre en perspectives la suite logique de cette action



BÉNÉFICIAIRES :

Les élèves, les directeurs d'écoles, les enseignants
Les parents, les enfants
Le large public et la société en général



PORTEUR DU PROJET :

AMAL pour le développement et la solidarité à Kasserine



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Francas



AUTRES PARTENAIRES :

- Jeunesse au Plein Air 34
- Association des calandrettes de l'Hérault
- Marie de Montpellier
- Conseil départemental de l'Hérault
- Commissariat régional de l'Éducation de Kasserine
- Mairie de Kasserine



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Gouvernorat de Kasserine secteur rural : Kasserine nord, Hessi El Frid, et Alaayoun



- Ville de Montpellier, Départements de l'Hérault, du Gard, des Pyrénées Orientales, et de l'Aude

Dans mon école je suis actif/active



Dans mon école je suis actif/active est un projet qui vise à faciliter et améliorer la vie scolaire et parascolaire des élèves via des mini-projets, basés sur des principes de citoyenneté enfantine, proposés et réalisés par les élèves eux-mêmes dans leurs écoles respectives. Il contribuera à instaurer un processus d'élections de représentation des élèves : délégué d'école.

Ces activités de sensibilisation, de formation et de mise en place de mini-projets sont destinées élèves et aux enseignants dans 6 délégations de la région de Sfax.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à l'amélioration de la vie scolaire et parascolaire des élèves à travers la mise en place des mini projets proposés et réalisés par les élèves tout en se basant sur les principes de citoyenneté



ACTIVITES :

- Sensibilisation auprès des écoles primaires participantes
- Des formations en : droits de l'enfant, citoyenneté, environnement, montage de projet, plaidoyer
- Des réunions avec les élèves pour proposer et sélectionner des projets
- La mise en place des projets par les élèves
- Sensibilisation de l'importance d'avoir un délégué et porte-parole des élèves au sein de leurs écoles respectives. "
- Réception de candidature et lancement de la « compagne électorale »
- Elections des délégués
- Entretiens, soutiens et visites pour les délégués



BÉNÉFICIAIRES :

Plus que 1500 Elèves
Enseignants



PORTEUR DU PROJET :

- Scouts Tunisiens – Région de Sfax



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Association Cool'eurs du monde



AUTRES PARTENAIRES :

- Commissariats régionaux d'éducation Sfax 1 et Sfax2

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- 6 délégations de la région de Sfax
- La région de SIDI MAKHLOUF de la délégation d'EL AMRA
- La région ESGHAR de la délégation AGAREB
- La région OULED BOU ALI de la délégation de KERKENNAH
- La région ELLOUZA de la délégation de JEBINIANA
- Deux quartiers populaires : Cité ELHABIB et Cité BAHRI de la délégation de SFAX OUEST



Elèves et étudiants ambassadeurs de citoyenneté



Le projet vise à promouvoir l'engagement citoyen chez les élèves et les étudiants à travers une approche basée sur les droits de l'Homme.

Pour atteindre cet objectif nous adoptons une stratégie de sensibilisation, de renforcement de capacités, d'accompagnement dans la mise en œuvre des actions d'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme. Le projet permet de s'ouvrir sur de nouveaux horizons et de générer avec les bénéficiaires et les partenaires une dynamique de partage et de collaboration.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Favoriser l'engagement citoyen chez les collégiens, les lycéens et les étudiants à travers l'appui à la création des clubs de citoyenneté et la mise en œuvre des actions d'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme pour qu'ils deviennent acteurs de la vie publique au sein des établissements scolaires et universitaires



ACTIVITES :

- Campagne de sensibilisation sur les droits de l'Homme et mobilisation des Étudiants sur le projet
- Formation des étudiants, des lycéens et des collégiens sur les droits de l'Homme, la communication, le plaidoyer, la citoyenneté active et les droits de l'enfant
- Formation complémentaire sur les « codes de citoyenneté » (secourisme, environnement...)
- Formation sur les principes généraux des droits de l'homme et à l'animation et à la gestion des clubs pour les enseignants
- Campagne de sensibilisation et mobilisation sur les Droits de l'Homme par les élèves dans leurs établissements scolaires (notamment à l'occasion de la journée internationale des Droits de l'Homme) et ateliers d'animation au sein des universités
- Mise en place des clubs de citoyenneté dans les facultés et les lycées ciblés
- Réalisation de deux projets de fin d'études dans les facultés dont l'objet est la dynamique du projet
- Échanges internationaux pour les lycéens et les étudiants
- Documentation photos et vidéos, capitalisation audiovisuelle et conférence de presse



BÉNÉFICIAIRES :

- Collégiens
- Lycéens
- Etudiants
- Enseignants



PORTEUR DU PROJET :

- Tunisian Forum for Youth Empowerment



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- La Ligue de l'enseignement (France)
- Etudiants et développement

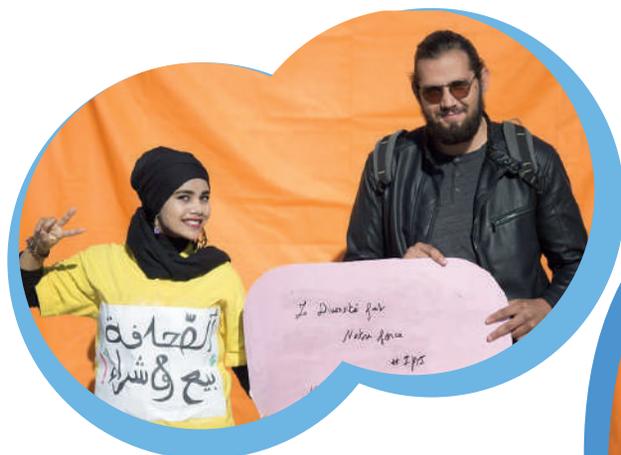


AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de l'Education
- Délégation régionale de la jeunesse de la Manouba
- Délégation régionale de l'éducation de la Manouba
- Institut supérieur d'animation de la jeunesse et de l'enfance de Bir Elbey
- Institut supérieur des langues appliquées Zaghuan (science de l'éducation)
- Centre de défense et d'intégration sociale de Douar Hicher

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S) :

- Manouba
- Ben Arous
- Sfax (Mahres)





Touiza, c'est toute une dynamique dont la première cible est la famille comme noyau de la société. Ce projet prévoit un accompagnement et un suivi pour les enfants, leurs parents et aussi les acteurs publics, tout en les impliquant dans la mise en œuvre des activités du projet (les facilitatrices) et ce pour valoriser et renforcer le travail collectif d'un côté et pour que les femmes et leur entourage soient mieux informés de leurs droits et des moyens dont elles disposent sur leur territoire pour améliorer leur situation, d'un autre côté. Les enfants seront, quant à eux, capables de comprendre les mécanismes qui favorisent les inégalités et devenir ainsi les citoyens.nes d'une société plus juste et plus égalitaire



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Promouvoir les droits humains, et en particulier le droit des femmes et l'égalité hommes/femmes à Sidi Bouzid tout en favorisant l'autonomisation des femmes en renforçant leur accès aux droits et aux ressources du territoire



ACTIVITES :

- Formation des Facilitatrices en Droits humains et techniques d'animation
- Ateliers de soutien scolaire et d'animation réalisés auprès des enfants pour permettre de développer des savoir-être et des savoir-faire
- Compétition organisée entre les écoles sur le thème des droits des enfants et droits des femmes
- Spots de sensibilisation sur les valeurs d'équité hommes/femmes et lutte contre la violence à l'égard des femmes
- Formation des Facilitatrices en Droits des Femmes et accompagnement
- Atelier de sensibilisation des femmes
- Capitalisation: Séminaire de partage d'expériences des femmes des différentes délégations avec la présence des acteurs publics
- Activités de capitalisation: fiches de bonnes pratiques sur les techniques d'accompagnement des femmes qui sont aussi des outils d'animation des sessions de sensibilisation pour les facilitatrices/film valorisant les bonnes pratiques d'accompagnement et leurs résultats
- Diagnostic des ressources des territoires pour préparer l'accompagnement des femmes/familles
- Mobilisation des acteurs publics
- Sessions d'accompagnement des femmes/familles avec des plans d'accompagnement personnalisés
- Capitalisation: Séminaires de partage d'expériences avec les associations du programme travaillant sur le sujet des femmes ou le pôle ESS



BÉNÉFICIAIRES :

- Collégiens et lycéens
- Élèves
- Parents



PORTEUR DU PROJET :

Victoire pour la femme rurale



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Ligue tunisienne de l'éducation
- Ligue de l'enseignement
- BATIK International
- Touiza Solidarité
- Younga Solidaire



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de l'Education
- Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
- Ministère de la femme

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

2 délégations de Gouvernorat Sidi Bouzid: sidi bouzid-Est, souk-jdid et bir-el-hafey



Pour une éducation interculturelle sur les deux rives



Ce projet a pour objectif de contribuer à la mise en place d'un système éducatif cohérent pouvant remédier à certaines défaillances constatées auparavant qui touchent à l'amélioration des pratiques d'apprentissage de la langue arabe aux enfants résidents à l'étranger (de 8 à 14 ans). Ce travail consiste à regrouper ces enfants dans des ateliers multidisciplinaires (théâtre- cinéma peinture artistique -- arts plastiques - lecture et écriture etc...), les accompagner dans des excursions pour visiter des sites historiques pour permettre à ces enfants de mieux communiquer en langue arabe et appréhender la culture de leurs parents et une meilleure connaissance de la société de leur pays d'origine. L'un des objectifs est la professionnalisation des pratiques d'enseignement de la langue française dans les écoles primaires par l'organisation d'une série de sessions de formation au profit des enseignants de la langue et de renforcer la citoyenneté et les droits humains dans les établissements d'enseignements.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la mise en place d'un système éducatif cohérent dans l'apprentissage de l'arabe et du français dans les écoles de Mahres à travers des pratiques d'enseignement novatrices et citoyennes et en se basant sur l'échange culturel entre les migrants tunisiens en France et les Tunisiens



ACTIVITES :

- Atelier culturels
- Excursions pédagogiques, environnementales
- Formation des enseignants de langue française des écoles primaires
- Formations des élèves et des collégiens
- Campagne de mobilisation et de sensibilisation autour de la citoyenneté et l'environnement
- Installation d'un atelier de confection de poubelles décoratives et l'organisation des campagnes périodiques de nettoyage dans les établissements d'enseignement



BÉNÉFICIAIRES :

- Enfants résidents à l'étranger
- Elèves des écoles primaires et collèges de mahres
- Enseignants



PORTEUR DU PROJET :

Younga Solidaire



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- La Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives « FTCT »
- Scouts Sfax
- Tunisian Forum For Youth Empowerment



AUTRES PARTENAIRES :

- Association festival des arts plastiques de Mahres
- Ministère de l'éducation
- Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi « MFPE »
- Office des tunisiens à l'étranger OTE



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Mahres1+2
- Al Hencha
- Sfax (cité habib)



Notre école



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à l'ouverture de l'espace scolaire sur son environnement en mettant en place un espace dédié aux parents, des activités sportives, culturelles et de loisirs et en renforçant les capacités et en sensibilisant les parents et les enseignants



ACTIVITES :

- Organisation de rencontres régulières avec les enseignants et les parents
- Organisation d'activités culturelles, sportives et de loisirs
- Organisation de cours de soutien scolaire/rattrapage et de révisions pluridisciplinaires
- Sensibilisation des parents sur l'environnement et sur l'importance de l'éducation pour leurs enfants, y compris pour les personnes handicapées
- Mise en place d'un club cinéma, d'un théâtre et d'une bibliothèque



BÉNÉFICIAIRES :

- Enfants résidents à l'étranger
- Elèves des écoles primaires et collèges
- Enseignants



PORTEUR DU PROJET :

Association de Développement Local (ADL)-Borj Ennour



AUTRES PARTENAIRES :

- Association Tunisienne des jeunes et du développement
- Forum AL Jahedh
- Direction générale de l'éducation sportive du ministère de la jeunesse
- Délégation régionale de l'éducation de la Manouba
- Délégation régionale de la culture et la préservation du patrimoine de la Manouba
- Maison de jeunesse mobile de la Manouba
- Bureau régional du travail



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

Gouvernorat de Manouba : Délégation de Borj E lAmri
Gouvernorat de Béja : Délégation de Mjeb el Beb.



Carto Citoyenne



Carto Citoyenne collecte, façonne, met en carte et partage des données statistiques et géographiques, sur tous les thèmes qui peuvent contribuer à l'action de la société civile pour la promotion des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux en Tunisie



L'ambition du projet Carto Citoyenne est de faire des cartes et des données statistiques une matière à débat, d'en promouvoir les usages citoyens et de contribuer à l'ouverture des données publiques en Tunisie. Le travail commence par le traitement et la mise en cartes des données statistiques territorialisées mises à disposition par les ministères et institutions. Des rencontres, qui ont rassemblé des associations, des militants, des spécialistes, des curieux, ont constitué des jalons pour la mobilisation autour de l'enjeu de l'open data et de l'intérêt des débats informés sur les questions sociétales. Aujourd'hui, Carto citoyenne progresse sur trois axes de travail : la médiation sur l'open data avec les institutions productrices ou fournisseuses de données ; les collaborations concrètes pour « outiller » les mouvements et organisations civiles ; l'enrichissement et la diversification de la production cartographique.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Participer à l'identification des besoins des territoires et contribuer au développement de politiques publiques concertées



ACTIVITES :

- Travail de plaidoyer pour l'open data (médiation des données, dispositif de veille, base de données...)
- Réalisation de cycles d'activités dans différentes régions de la Tunisie et du Grand Tunis autour de la projection et de la fabrication de cartes (les cartes, instruments pédagogiques, sont des outils de débat et d'enquête collaborative, elles rendent visibles et discutables les inégalités sociales et territoriales)
- Organisation des ateliers d'exploration et d'initiation à la cartographie
- Formation des correspondants régionaux du projet cartographie citoyenne pour un travail d'écriture d'articles sur différents sujets locaux
- Soutien aux projets territoriaux sur la décentralisation par des diagnostics participatifs et cartographie des mouvements sociaux
- Publications des différentes données/contenus (correspondances régionales, journaux, comptes rendus des interventions...) et production de cartes



BÉNÉFICIAIRES :

-Citoyens, associations, mouvements sociaux et institutions intéressées



PORTEUR DU PROJET :

-Association Altercarto



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

Toutes les associations membres intéressées par le projet



AUTRES PARTENAIRES :

-Rosa Luxembourg et les associations locales pour chaque cycle d'activités régionaux



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S) :

Toute la Tunisie

Éduquer au vivre ensemble



L'École n'est pas uniquement un lieu d'apprentissage et d'acquisition de savoir. C'est aussi un milieu de vie où les élèves acquièrent des valeurs déterminant leurs comportements présents et futurs. Cela suppose le partage des valeurs du mieux vivre ensemble par les différents acteurs pédagogiques, le respect des droits de chacun et la définition claire des droits et des devoirs par une charte concertée constituant un cadre éthique auquel il est possible de se référer.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à travers l'éducation au vivre ensemble au développement d'un comportement citoyen tout en favorisant le dialogue entre les élèves, les parents et le personnel éducatif



ACTIVITES :

- Traduction en français et en anglais du guide de formation « Citoyenneté et vivre ensemble dans le milieu scolaire » et diffusion sous forme d'événements des valeurs de citoyenneté en France et en Tunisie
- Formation du personnel éducatif sur le vivre ensemble et la citoyenneté, sur le guide élaboré et préparation pour la suite des activités qu'ils mèneront dans leurs établissements scolaires respectifs (mini projets et charte)
- Élaboration de 6 mini projets visant à sensibiliser tous les élèves et tout le personnel éducatif de la nécessité d'une charte scolaire
- Élaboration de la charte scolaire
- Élaboration d'une application mobile de la charte
- Organisation des rencontres régionales et nationales autour de la charte
- Action d'évaluation et de suivi du projet basée sur des indicateurs de performance qui permettra de faire un plaidoyer auprès du ministère pour procéder à la généralisation progressive du projet dans les différents établissements éducatifs du pays
- Montage de projets spécifiques dans les classes sur l'inter culturalité (franco-tunisien)
- Visites d'échanges en France



PORTEUR DU PROJET :

Ligue Tunisienne de l'Education (LTE)



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Institut Arabe Des droits de l'Homme « IADH » section Bizerte
- Ligue de l'enseignement
- Victoire pour la femme rurale
- L'organisation Tunisienne de défense des droits des Personnes Handicapées « OTDDPH »



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de l'Education



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Ariane
- Bizerte
- Gafsa
- Kasserine
- Sidi Bouzid
- Sousse



BÉNÉFICIAIRES :

-Citoyens, associations, mouvements sociaux et institutions intéressées



BEST (Build an inclusive education for an inclusive society)



Depuis l'année 2013, toutes les écoles en Tunisie sont inclusives. L'Education Inclusive consiste à créer des environnements d'apprentissage qui répondent positivement aux différents besoins des individus et embrassent la diversité naturelle de l'humanité. Les enfants handicapés font naturellement partie de cette diversité et sont présents dans toutes les communautés. « L'Education Inclusive est un processus qui vise à accroître la participation et à réduire l'exclusion en répondant efficacement aux différents besoins de tous les apprenants. Elle prend en compte les besoins individuels en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les enfants et jeunes gens, en situation de marginalisation et de vulnérabilité. Elle a pour objectif d'assurer à ces enfants l'égalité des droits et des chances en matière d'éducation ». C'est tout un aspect et/ou processus qui implique la transformation des écoles et autres centres d'apprentissage afin qu'ils puissent s'occuper de tous les enfants, notamment les garçons, les filles, les élèves appartenant à des minorités ethniques et linguistiques, ceux issus de populations rurales, ceux qui sont affectés par le VIH et le sida, qui sont handicapés et qui ont des difficultés à apprendre, et offrir à tous, jeunes et adultes, des possibilités d'apprentissage. Un système éducatif inclusif signifie donc que le système éducatif dans sa globalité tient compte des mesures à prendre pour être à même de dispenser une éducation adéquate à tous les enfants qui apprennent ensemble. Le système éducatif inclusif suit une approche systémique du changement plutôt qu'une approche école par école.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la révision des politiques publiques nationales relatives à l'éducation inclusive en faisant un l'état des lieux de l'éducation inclusive et de son application en Tunisie, en sensibilisant et améliorant les connaissances des intervenants dans ce secteur et de développant les bonnes pratiques



ACTIVITES :

- Ateliers de consultation pour définir les problématiques et identifier les intervenants dans le secteur de l'Éducation Inclusive
- Des visites empiriques dans 50 écoles et dans 30 centres spécialisés des 3 régions ciblées pour enrichir le diagnostic
- Cycle de formation et de renforcement de capacités : Formation en Concepts du handicap et législations relatives aux droits des personnes handicapées et Formation en Processus d'Accompagnement Social Personnalisé et en projet Educatif Individualisé
- Organisation de 4 ateliers (1 dans chaque région et un atelier national) de Préparation d'une Charte de Collaboration et de Coordination pour la Mise en œuvre des principes du fonctionnement et d'engagement, ainsi l'élaboration des recommandations finales
- Conférence de presse : présentation du concept de l'éducation inclusive, ainsi les recommandations finales extraites des résultats de diagnostic
- Lancement de campagne nationale de plaidoyer pour que l'Etat respecte ses engagements et mette en œuvre le concept d'éducation inclusive et inciter tous les intervenants à mettre en œuvre la stratégie nationale pour l'intégration des personnes handicapées dans le processus de l'éducation inclusive



BÉNÉFICIAIRES :

- Les personnes handicapées
- Les parents
- Les pouvoirs publics
- La société civile



PORTEUR DU PROJET :

Organisation Tunisienne de défense des droits de Personnes Handicapées (OTDDPH)



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Création et Créativité pour le Développement et l'Embauche
- Ligue Tunisienne de l'Education
- Groupement des Educateurs sans frontière
- FSU
- Victoire pour la Femme Rurale



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de l'Education
- Ministère des Affaires Sociales
- Institut Supérieur de l'Education Spécialisée

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

Manouba, Mednine, Gafsa



RAWABET



Le projet « RAWABET » est un projet pluri-territorial qui vise à renforcer les capacités des acteurs éducatifs et des associations dans le champ de l'animation et de la vie associative dans les gouvernorats de Gafsa et de Mahdia . Il vise également à développer les possibilités de qualification des personnes et la diversification de l'offre d'activités, dans le domaine de l'éducation non formelle. Enfin ce projet cherche à développer la mobilisation civique et citoyenne des jeunes tunisien-nes français-es au sein du mouvement d'éducation nouvelle et populaire. Ce projet basé sur la formation a été pensé en complémentarité avec le projet de plaidoyer politique Anima Tunisie, pour renforcer les capacités des éducateurs éducatifs dans le champ de l'éducation non formelle. Il s'inscrit d'une manière plus globale dans une volonté partagée avec nos partenaires tunisiens et français, de faire émerger un mouvement d'éducation nouvelle et populaire dans le bassin méditerranéen.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Faire émerger, à travers la création d'un centre de ressources pédagogiques et de formation, un mouvement d'éducation nouvelle et populaire cordonné et ramifié à Gafsa en lien avec d'autres régions de la Tunisie et plus largement dans le bassin méditerranéen.



ACTIVITES :

- plaidoyer pour reconnaître l'éducation nouvelle et populaire en Tunisie
- formation d'animateurs et d'animatrices à l'échelle des territoires
- création d'un noyau de formateurs et de formatrices à l'éducation nouvelles dans les deux régions de Gafsa et Mahdia.
- Partage de pratiques d'animation et de démarches de formation le processus de l'éducation inclusive
- Séminaire de Clôture pour la présentation du rapport référentiel et valorisation du projet.



BÉNÉFICIAIRES :

- 800 personnes (animateur professionnel, volontaires, jeunes)



PORTEURS DU PROJET :

CEMEA Pays de la Loire et Mashhed



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Club Culturel Ali Balhouene



AUTRES PARTENAIRES :

- Commissariat régionale de jeunesse et sport de Gafsa
- Commissariat régional de jeunesse et sport de Mahdia
- L'Institut de sport et de l'éducation physique de Gafsa



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Mahdia
- Gafsa



- Région Pays de la Loire



L'environnement dans l'objectif (zoom) des jeunes



Préoccupés par les mauvaises pratiques environnementales et surtout par l'indifférence qu'elles suscitent auprès de la population et même des responsables, les membres de l'Observatoire de Lutte contre le décrochage scolaire sont conscients de l'importance d'éduquer les jeunes citoyens à l'environnement. Le projet « l'environnement dans l'objectif (zoom) des jeunes » s'inscrit dans ce contexte. L'objectif est de favoriser l'ouverture de l'école sur son environnement et de compléter harmonieusement la formation des élèves, en renforçant le sentiment d'appartenance à l'école et l'adhésion à ses valeurs, à travers des activités culturelles et citoyennes variées.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

- Contribuer à la promotion de l'éducation à l'environnement par le biais de la photographie et du cinéma



ACTIVITES :

- Journée d'information dans les établissements concernés
- Sélection des enseignants animateurs et des élèves motivés
- Formation des enseignants et des coordinateurs régionaux
- Formation des élèves dans leurs établissements scolaires
- Sorties des membres du club dans les sites environnementaux ciblés
- Initiations aux techniques cinématographiques.
- Expositions de photos
- Présentations de séquences vidéo
- Débats avec les élèves, les parents et les enseignants
- Organisation d'un forum sur l'environnement dans le bassin méditerranéen
- Mise en œuvre d'un plaidoyer



BÉNÉFICIAIRES :

- 80 élèves dans 6 établissements scolaires à Sousse



PORTEUR DU PROJET :

- L'Association de l'Observatoire de Lutte contre le décrochage scolaire



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- La Ligue Tunisienne de l'Éducation



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de l'éducation
- Municipalité de Sousse
- Les maisons des jeunes



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Sousse



Contribution à la défense des droits des enfants handicapés sans soutien familial

« Différents mais égaux ... »



Le projet permettra à travers ses différentes étapes et activités d'agir sur l'implication des parties prenantes (la société civile, les institutions publiques et les personnes en contact direct avec la population cible) et d'assurer leur engagement, suite au développement de leurs connaissances et compétences en la matière. En parallèle, une étude sera réalisée, afin d'identifier les obstacles législatifs et procéduraux à l'adoption de ces enfants et à leur insertion dans un milieu familial. Les résultats permettront, ainsi, de sensibiliser les différents acteurs et de faire ressortir des propositions concrètes pour l'amélioration de leurs conditions de prise en charge et de leurs conditions de vie, et ce à travers l'organisation d'ateliers de sensibilisations sectorielles.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la protection des droits des enfants et des handicapés sans soutien familial en Tunisie à travers la mise en application de la convention de monitoring et d'observation des centres sociaux



ACTIVITES :

- Réalisation d'une étude portant sur les axes de vulnérabilité de la situation des enfants handicapés abandonnés basée sur l'approche des droits de l'homme
- Réalisation d'un guide de monitoring des centres sociaux accueillant la population cible
- Formation des membres de la LTDH
- Réalisation du processus d'observation au sein du Complexe Sanitaire et Educatif des Handicapés Moteurs de Nabeul, du Centre des Handicapés sans soutien de Sidi Thabet et du Centre d'encadrement social "el amen" pour malades mentaux sans soutien familial
- Recueil des rapports d'observation et rédaction du rapport final d'observation des centres
- Réalisation d'une étude : les obstacles législatifs, procéduraux et sociaux aux adoptions des enfants handicapés sans soutien familial
- Ateliers de sensibilisation des organisations de la société civile, du Ministère des affaires sociales et du personnel des centres et du Ministère de la Justice
- Organisation d'une Conférence de presse : Etat des lieux et recommandations



BÉNÉFICIAIRES :

Les enfants handicapés sans soutien familial des régions de Grand Tunis, Nabeul et Sousse



PORTEUR DU PROJET :

- Ligue Tunisienne de défense des droits de l'homme (LTDH)



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Organisation Tunisienne de Défense des Droits des Personnes Handicapées



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère des affaires sociales
- Ministère de la justice
- Association tunisienne des ergothérapeutes

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

Grand Tunis, Nabeul, Manouba et Sousse



Les jeunes qui agissent : des acteurs leviers de la citoyenneté et de la participation à la vie démocratique



L'objectif du projet est de soutenir les capacités des jeunes défavorisés, français et tunisiens, à promouvoir le dialogue des autorités locales et les candidats aux élections, en ciblant la jeunesse et leurs associations tout en contribuant à renforcer la démocratie participative, et ce par le développement du dialogue pluri-acteurs à l'échelle territoriale qui assurera la promotion d'une citoyenneté active et responsable, qui mènera à une démocratie effective.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Soutenir les capacités des jeunes défavorisés à promouvoir le dialogue des autorités locales et les candidats aux élections avec ce public de jeunesse et leurs associations et contribuer à la démocratie participative par le développement du dialogue pluri-acteurs à l'échelle territoriale.



ACTIVITES :

- Forum de Kairouan (Tunisie) sur la démocratie participative et la démocratie locale
- Visite d'étude à Strasbourg (France) sur les mécanismes de participation démocratique des jeunes et des groupes vulnérables
- Appui et accompagnement transversaux à la création d'outils palpables ayant un effet multiplicateur dans différents territoires et sur des publics vulnérables multiples.



BÉNÉFICIAIRES :

- 15 organisations de jeunesse représentées par 30 animateurs
- 08 collectivités locales et administrations régionales et nationales



PORTEUR DU PROJET :

AMSED



AUTRES PARTENAIRES :

- ville de Tunis

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

Kairouan
Remada.



France (Strasbourg)



Cités et résidences collectives, lieux de vie communautaire et de cohésion sociale



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la consolidation du bon voisinage à travers le renforcement de la cohésion sociale et la participation citoyenne au niveau de la cité de Mourouj 2 (Tunis)



ACTIVITES :

- Tout au long du projet, réalisation d'un reportage vidéo regroupant les témoignages des habitants sur la situation de départ et finale ainsi que leurs interventions dans les différentes activités réalisées
- Organisation de débats publics autour des thématiques liées à la démocratie locale, l'éco-citoyenneté active, la vie publique, la nouvelle loi de décentralisation, le nouveau rôle des municipalités, ainsi que la gouvernance locale
- Organisation de visites d'autres résidences pour échanger les expériences et les bonnes pratiques et événement de restitution des visites
- Conception de panneaux d'affichage dans la cité, d'affiches et dépliants sur la décentralisation pour une meilleure communication communautaire
- Développement d'un site internet pour un accès à l'information sur la démocratie participative, l'éco-citoyenneté active, la vie publique, la gouvernance locale, la loi et les débats autour de la loi de décentralisation (chapitre 7 de la nouvelle Constitution)
- Vulgarisation d'un guide sur la gestion de la copropriété privée
- Conception d'un guide sur le web sur la nouvelle loi sur la décentralisation et les nouveaux pouvoirs locaux
- Tables rondes sur la nouvelle loi de décentralisation
- Organisation d'une activité de clôture à la municipalité de Tunis : Projection et débats autour d'un reportage et une exposition photos



PORTEUR DU PROJET :

- Association des habitants de Mourouj 2



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

Régie des services du littoral Nord (Marseille)
- Municipalité de Tunis
- UGTT fédération des retraités



AUTRES PARTENAIRES :

- Association Tunisie pour Tous (Kairouan)
- Association Jeunesse et Développement (Remada sud de Tunisie)
- Toile Tunisienne Active de la Citoyenneté Durable (Tunis et région)
- Association mémoire de la Medina
- Ville de Strasbourg
- Ville de Kairouan

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

Mourouj 2, Délégation Kabaria et ville de Tunis



Les élections municipales ... les jeunes de Sfax recommandent



- Convaincus que les jeunes citoyens doivent s'engager activement de manière à contribuer à la prise en compte de la place de la jeunesse dans la société, les membres du mouvement Scouts tunisiens- Section Sfax placent ce projet au cœur d'une démarche visant à encourager cet engagement. Cette initiative est guidée par l'ambition d'encourager les jeunes à devenir des citoyens mieux informés, plus actifs et socialement engagés dans leur communauté. Avec l'approche des élections municipales, le projet vise à sélectionner divers profils, représentants des jeunes des 16 délégations de Sfax, qui seront réunis pour discuter ensemble afin de dresser une liste de recommandations reflétant leurs attentes, préoccupations et aspirations. Dans un second temps, ces recommandations seront rassemblées dans un livret qui sera distribué aux candidats qui se présenteront aux élections municipales.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

- Sensibiliser les jeunes citoyens à s'engager et renforcer leur participation à la vie politique à travers la rédaction d'une série de recommandations, reflétant leurs attentes et aspirations, qui seront rassemblées dans un livret qui, à son tour, sera distribué aux candidats qui se présenteront



ACTIVITES :

- Organisation de micro- trottoirs pour recueillir les attentes et les besoins exprimés des habitants de chaque délégation
- Organisation d'ateliers réunissant les jeunes et encourageant l'échange d'opinions et élaboration du rapport contenant les recommandations et suggestions
- Finalisation du rapport qui sera imprimé sous forme de livret et diffusé auprès de candidats qui se présenteront aux élections municipales



BÉNÉFICIAIRES :

- 32 jeunes âgés de 20 à 28 ans répartis sur 16 délégations (2 représentants pour chaque délégation, un homme et une femme)



PORTEUR DU PROJET :

- Scouts Tunisiens



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Younga Solidaire Mahres



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère des affaires locales et de l'environnement
- Municipalité de Sfax
- Bureau régional de l'ISIE



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- 16 délégations de Sfax



Les tunisiens de l'étranger et les élections locales



A travers l'organisation d'un cycle de cinq forums-débats dans des localités ayant un haut potentiel migratoire, le projet vise à connaître et évaluer les attentes des tunisiens résidant à l'étranger à propos de la démocratie locale et des prochaines élections locales et régionales et aussi de débattre de leur place dans les instances de gouvernance locale (municipales et régionales). Ces forums, composés de 3 parties : Sensibilisation/renforcement de capacités/débats, aboutiront à la production d'un livret portant sur les questions de démocratie locale : fiscalité, environnement, etc. avec une visite d'échange avec l'Île de France.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Permettre aux migrants de jouer un rôle important dans la vie politique locale et favoriser le renforcement des liens entre les deux rives de la méditerranée par la consolidation de la démocratie tant dans leur pays de résidence que dans leur pays d'origine. A l'aide de la démocratie participative, les migrants se valorisent et s'approprient les enjeux du développement local et régional et deviennent des acteurs de la démocratisation et du développement économique, social et culturel



ACTIVITES :

- Organisation d'un cycle de 5 forums débats (Bizerte/Menzel J'mil, Zarzis, Ghardimaou, Kébili et Tunis), ce sont des localités ayant un haut potentiel migratoire.
- Réunion de restitution des forums en présence d'un élu local de France
- Production et distribution (en Tunisie et en France) d'un livret : compte rendu des Forums/débats et recommandations
- Organisation des assises pour la création d'un réseau d'associations citoyennes pour la participation des migrants à la démocratisation et au développement local, économique et social et le développement solidaire entre le nord et le sud de la Méditerranée en lien avec les acteurs de la solidarité.



BÉNÉFICIAIRES :

- Tunisiens résidents à l'étranger
- Acteurs associatifs liés aux migrants et migrations
- Responsables administratifs locaux
- Associations citoyennes et de défense des droits
- Syndicats



PORTEUR DU PROJET :

- FTCT



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- CGT
- CCDE
- UGTT



AUTRES PARTENAIRES :

- OTE
- Associations de migrants



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Bizerte/Menzel J'mil
- Zarzis
- Ghardimaou
- Kébili
- La région du grand Tunis



L'initiative aux enfants



Le projet consiste en la mise en place d'un conseil municipal des enfants, dans la région de Ghardimaou. Il cible les élèves, dont la tranche d'âge est entre 9 et 14 ans. Le projet vise 12 écoles (9 primaires et 3 collèges). Ce conseil communal peut contribuer à renforcer l'estime de soi chez les enfants, respecter leurs droits à participer, à s'exprimer, donner leurs avis et à être écouté, être associés plus étroitement à la vie communale, et au traitement des problèmes de loisirs, de culture et d'environnement. Cette expérience présente aussi une occasion pour collaborer avec le corps enseignant, afin d'initier les enfants à se familiariser avec l'approche participative, en adoptant des techniques d'animation et d'empowerment, accès sur la citoyenneté et les droits humains.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la formation de futurs citoyens, en permettant aux enfants de développer de manière active l'apprentissage de la citoyenneté, la connaissance et la promotion de leurs droits et de s'impliquer dans la vie publique de leur commune.



ACTIVITES :

- Formation en droit de l'enfant et la démocratie participative au profit de 20 représentants du staff éducatif (première partie)
- Formation en droit de l'enfant et la démocratie participative et sur les droits de l'enfant et le fonctionnement du conseil municipal au profit des enfants élus
- Organisation d'ateliers d'accompagnements pédagogiques, de visites au profit des élèves à la municipalité de Ghardimaou pour qu'ils découvrent le fonctionnement des institutions municipales. (1visite/ école)
- Elections de 22 membres du conseil municipal (2 élus par école en respectant l'approche genre)
- 4 réunions de travail avec les membres élus dans le conseil pour définir ensemble le modèle du fonctionnement du conseil
- Simulation d'une réunion du conseil communal
- Organisation d'un atelier de travail participatif regroupant tous les intervenants dans le domaine de l'enfance pour l'élaboration d'une charte (ville amie des enfants)
- Séminaire de partage et d'échange régional.



BÉNIFICIAIRES :

- Les élèves des écoles primaires et des collèges de Ghardimaou



PORTEUR DU PROJET :

Tunisian Forum for Youth Empowerment (TFYE)



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

La Ligue de l'Enseignement



AUTRES PARTENAIRES :

- Commissariat Régional de l'Education de Jendouba
- Délégation/ Municipalité Ghardimaou
- Ministère de l'éducation
- Les directions des établissements scolaires ciblés

TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):



- Gouvernorat de Jendouba
- Délégation/ Municipalité Ghardimaou

Participer c'est changer !!



Le projet « Participer...C'est changer ! » a été conçu dans le contexte de la préparation pour les prochaines élections municipales en Tunisie. Il a pour objectif la promotion de la démocratie participative, et pour cible, des personnes appartenant aux régions qui connaissent des inégalités, au niveau du développement durable et qui sont, du coup, les moins intéressées par la participation politique, à cause du manque de sensibilisation et l'ignorance du rôle des citoyens dans le changement. Le projet vise le renforcement de capacités du public-cible sur la question de la démocratie participative, la gouvernance locale et la décentralisation et ce par le biais de plusieurs ateliers de formations. Ainsi, les participants seront plus outillés et plus conscients de leur rôle, dans le changement de leurs villes, et par la suite plus engagés dans les affaires du quartier.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la promotion de la démocratie participative et de l'implication de chacun dans le changement et à l'amélioration des conditions de vie dans le quartier.



ACTIVITES :

- Sessions de formations en leadership, décentralisation et vulgarisation de la loi électorale et du code des collectivités locales (pour les jeunes de Bizerte, Mahdia, Zaghouan, Kébili et Médenine)
- Ateliers de transfert de connaissances auprès des jeunes appartenant aux maisons de jeunes de leurs quartiers
- Elaboration de supports (vidéos, documents, micro-trottoir, événements...) révélant les attentes des jeunes de ces régions par rapport aux nouveaux élus et aux perspectives de développement local
- Organisation d'un séminaire de partage de l'expérience et présentations des productions réalisées



BÉNÉFICIAIRES :

Les jeunes sélectionnés au niveau des 5 régions (dans les 5 gouvernorats) cités ci-dessus 10 jeunes participants (5 filles et 5 garçons) de chaque gouvernorat tout en respectant une approche inclusive : Au total 50 personnes bénéficieront de notre cycle de formations



PORTEUR DU PROJET :

Club Culturel Ali Belhouane



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Ligue de l'enseignement
- Fédération des Bouches-du-Rhône
- FAIL 13
- Le Centre Social de la Gavotte Peyret à Septeme Les Vallons



AUTRES PARTENAIRES :

- Ministère de la jeunesse et des sports (Maisons de jeunes)
- 5 associations locales partenaires à Mahdia, Bizerte, Zaghouan, Kébili et Médenine



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

5 régions internes dans 5 gouvernorats : Mahdia, Bizerte, Zaghouan, Kébili, Médenine



Conseils de quartier



« les conseils de quartier, des espaces de concertation !! »



Ce projet vise la consolidation du processus de la démocratie participative par l'incitation des citoyens de cité Karma à la participation effective dans la conception des programmes de développement. Il s'agit de favoriser la concertation entre les institutions publiques et privées, à travers la création d'un espace de rencontre, de discussion et de concertation entre tous les intervenants. Pour ce faire, une journée sera organisée pour la présentation du projet et l'enregistrement des jeunes qui désirent participer aux cycles de formation sur la gouvernance locale, la démocratie participative, la décentralisation, la non-axiale et le Code de Collectivités Locales. Un comité directeur du conseil de quartier sera élu avec l'élaboration de son règlement intérieur, son programme d'action ainsi que le cadre juridique du conseil.

Dans le cadre du projet « Conseils de quartier », des espaces de concertation seront mis en place, entre les institutions publiques et privées, selon les sujets traités afin d'élaborer un document d'orientation déterminant un diagnostic de la situation, des recommandations et des projets de développement.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à l'insertion sociale et politique et soutenir la démocratie participative pour les citoyens de cité ELKarma à Kasserine.



ACTIVITES :

- Sessions de formations en leadership, décentralisation et vulgarisation de la loi électorale et du code des collectivités locales (pour les jeunes de Bizerte, Mahdia, Zaghouan, Kébili et Médenine)
- Ateliers de transfert de connaissances auprès des jeunes appartenant aux maisons de jeunes de leurs quartiers
- Elaboration de supports (vidéos, documents, micro-trottoir, événements...) révélant les attentes des jeunes de ces régions par rapport aux nouveaux élus et aux perspectives de développement local
- Organisation d'un séminaire de partage de l'expérience et présentations des productions réalisées



BÉNÉFICIAIRES :

21 jeunes entre 18 et 40 ans



PORTEUR DU PROJET :

Association Tunisienne de Défense des Demandeurs d'Emploi (ATDDEK) à Kasserine



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

L'Association régionale de protection de l'environnement à Kasserine (ARPEK)



AUTRES PARTENAIRES :

- Municipalité cité Ennour 2
- Haute Instance Indépendante des Elections
- Centre des Stratégies de Développement



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S) :

Kasserine: Cité ELKarma

Jeune et je décide



Ce projet cherche à faciliter l'implication et l'inclusion des jeunes dans la gouvernance locale à travers deux objectifs spécifiques.

Pour atteindre ces objectifs on va procéder à :

la formation des jeunes issus de la société civile pour devenir des facilitateurs en décentralisation et gouvernance locale et la création d'un noyau chargé

d'organiser des campagnes de sensibilisation des citoyens à leurs droits et devoirs civiques participatives de développement local. Ce projet aura comme résultat :

- La création d'un club composé de 20 facilitateurs et facilitatrices issus des OSC de la ville, formés dans le domaine de la décentralisation et la gouvernance locale.
- La sensibilisation des citoyens sur leurs droits et devoirs civiques participatifs en matière de gouvernance locale.
- L'implication des citoyens dans un processus de réflexion participative sur un nouveau modèle de développement de leur ville.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

contribuer à l'implication et l'inclusion des jeunes dans la gouvernance locale et réfléchir sur une stratégie participative citoyenne pour le développement de la ville de Mahres.



ACTIVITES :

- La formation des jeunes issus de la société civile pour devenir des facilitateurs en décentralisation et gouvernance locale,
- La création d'un noyau chargé de suivi, contrôle et prise de décision (club de veille citoyenne),
- L'élaboration d'une carte citoyenne de la municipalité
- L'organisation de deux forums citoyens avec les OSC de la ville et présentation des travaux des jeunes ci-dessus énumérés,
- L'organisation d'une campagne de communication avec les jeunes des clubs « droits de l'homme » en activité dans le cadre du programme SAA (ex : spot vidéo projetés dans les cafés).



BÉNÉFICIAIRES :

- Les jeunes filles et garçons âgés de 15 à 35 ans (20) dont 2 en situation d'handicap
- Les citoyennes et citoyens de la ville



PORTEUR DU PROJET :

Younga Solidaire



AUTRES PARTENAIRES :

Scouts Mahres
Commissariat Régionale de l'Education de Sfax
Municipalité de Mahres



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S) :

Mahres



« Démocratie participative à Kébili : Portrait social d'une région »



A la veille d'élections locales, dont l'impact sur le devenir du processus démocratique est considéré comme décisif, la question des régions particulièrement celles de l'Intérieur et du grand Sud se pose avec acuité. Le projet « démocratie participative à Kébili » s'inscrit dans une démarche qui rappelle la prégnance de la question régionale comme un volet de la question sociale et de la question démocratique à la veille des élections municipales. Dans cette optique, l'association Nachaz et ses partenaires envisagent de dresser le portrait social de la région de Kébili comme un lieu nodal, où se jouent des enjeux sociaux, culturels et politiques



Il s'agit d'effectuer des entretiens avec une série d'acteurs citoyens engagés dans divers mouvements sociaux et civiques ces dernières années. Le choix des acteurs devant à chaque fois être rapporté à un enjeu social ou à un moment de mobilisation.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Contribuer à la mise en place des conditions d'une démocratie participative effective en Tunisie



ACTIVITES :

- Prospection du terrain : les différentes questions et les différents acteurs sociaux (syndicalistes, paysans, associatifs, culturels, administratifs : hommes, femmes, jeunes et moins jeunes...)
- Sélection de 8 à 10 entretiens (autour de leurs engagements et motivations, de leur vécu et de leurs aspirations) et conception d'un film.
- Réalisation d'un documentaire (scénographie et montage des entretiens : 45 à 60 mn)
- Production d'une brochure illustrée par des images, des chiffres dans une optique pédagogique. Brochure destinée à servir de support pour l'animation des campagnes électorales et par la suite pour l'animation d'ateliers locaux autour de la démocratie participative.
- Organisation de 4 réunions débats autour du documentaire.
- Animation d'ateliers de démocratie participative en lien avec le thème évoqué, animée par les acteurs interviewés sur la base des 2 supports : vidéo et brochure.



BÉNIFICIAIRES :

Citoyens de Kébili concernés et motivés par la démocratie participative ; responsables administratifs locaux ; associations citoyennes ; syndicalistes...



PORTEUR DU PROJET :

NACHAZ



AUTRES PARTENAIRES :

Bureau Régional UGTT,
Académie de la société civile Oasis de Jemna



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

Kébili

La veille des OSCs du Kef aux projets publics

« Pour l'instauration et la diffusion de la culture de redevabilité sociale »:



Le projet « La veille des OSCs du Kef aux projets publics » vise la promotion de l'intégrité, à travers le développement et la mise en place des mécanismes de suivi et d'évaluation des politiques publiques, des marchés publics et de la redevabilité au niveau local. Pour ce faire, et selon une approche inclusive et participative, le projet renforcera les capacités de vingt jeunes et femmes, des organisations de la société civile, pour renforcer leur rôle, en tant qu'organes de sensibilisation, de prévention et de contrôle. D'un autre côté, le projet vise à mettre en place un outil durable, pour le suivi et évaluation des programmes publics, des marchés publics, et de redevabilité sociale, au niveau du gouvernorat du Kef. Ce projet veillera à faire le suivi de tous les budgets accordés à la municipalité du Kef, l'hôpital régional du Kef et l'administration régionale d'équipement et de logement du Kef.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

Renforcer les capacités des OSC du Kef en matière de suivi et évaluation des projets publics et diffuser la culture de redevabilité sociale au niveau des établissements publics



ACTIVITES :

- Formation sur le cadre juridique et législatif des programmes publics de vingt activistes de la société civile du gouvernorat du Kef.
- Formation sur les techniques de suivi et évaluation des projets publics et la redevabilité sociale de vingt jeunes et femmes actifs dans la société civile.
- Organisation d'une journée pour la signature d'une charte pour le conseil des OSC du Kef de suivi et l'évaluation des projets publics, des marchés publics, et de redevabilité sociale, au niveau du gouvernorat du Kef.
- Organisation de six ateliers de redevabilité entre le conseil des OSC du Kef et les représentants des établissements publics (la municipalité du Kef, l'hôpital régional du Kef, l'administration régionale d'équipement et de logement du Kef).



PORTEUR DU PROJET :

- Association Jeunes leaders Kef



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- LTDH



AUTRES PARTENAIRES :

- Instance Nationale de la Lutte Contre la Corruption (INLUCC)
- La Municipalité du Kef
- L'hôpital régional du Kef
- La délégation régionale de l'équipement et du logement du Kef



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Le Kef



BÉNIFICIAIRES :

20 femmes et jeunes actifs dans la société civile du gouvernorat du Kef – 10 associations du Kef



Leadership des jeunes des zones rurales dans l'affaire locale



« Une démarche concertée et participative, dans la gestion des affaires locales, ne peut qu'être bénéfique pour les jeunes, en termes de création d'emploi, de réduction du taux de chômage, de promotion du développement et de la mise en œuvre de la décentralisation »



A travers ce projet, l'Association Tunisienne de la Jeunesse et du Développement contribue à consacrer la citoyenneté, instaurer la culture du dialogue et de la communication entre les jeunes eux-mêmes (hommes, femmes et des jeunes handicapés), avec les citoyens et les autorités locales, tout en réduisant les inégalités sociales et en renforçant l'échange entre les jeunes des zones rurales et ceux de la ville. Le projet œuvre également en faveur de la sensibilisation sur le rôle des citoyens (notamment les jeunes) et des autorités locales dans la gestion de l'affaire locale. Il participe également à l'acquisition de la connaissance des mécanismes relatifs à la participation des citoyens, à la prise de décision au niveau local, et ce à travers la démocratie participative consacrée par la Constitution Tunisienne de 2014. Dans ce contexte s'inscrit aussi la volonté de permettre aux jeunes de procéder à des activités de diagnostic de la réalité de leurs secteurs, à travers des rapports qui seront élaborés et présentés devant les autorités compétentes, en vue de les adopter dans leurs programmes de développement.. Ce projet vise les jeunes de Borj El Amri, qui n'étaient pas affiliés au système municipal avant le dernier découpage territorial.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

La consécration de la citoyenneté à travers la participation démocratique des jeunes dans l'affaire locale



ACTIVITES :

- Des sessions de sensibilisation et de formation dans les domaines suivants :
- Le rôle des citoyens (notamment les jeunes) et celui des autorités locales dans la gestion de l'affaire locale
- Le développement local
- La décentralisation
- Les mécanismes de la participation des citoyens à la prise de décision au niveau local à travers la démocratie participative et la consécration de l'esprit de la citoyenneté
- Le dialogue et la communication démocratiques
- Une visite à l'association du Club d'Ali Belhaouane de Tunis et un atelier de travail en commun en vue de favoriser le dialogue, la communication et l'échange entre les jeunes dans l'objectif d'acquérir les expertises et de réduire les inégalités entre les jeunes des zones rurales et ceux de la ville
- Des ateliers de travail avec les citoyens des secteurs (Borj El Amri, El Messaadine, Borj Ennour, Menzel El Habib), et ce pour identifier les besoins de cette région
- Elaborer le rapport définitif portant identification des besoins des secteurs (Borj El Amri, El Messaadine, Borj Ennour, Menzel El Habib) et le présenter par devant les autorités locales en vue de l'adopter ultérieurement dans les programmes de développement



BÉNIFICIAIRES :

30 jeunes hommes et jeunes filles résidants dans les zones rurales de Borj El Amri



PORTEUR DU PROJET :

- Association Tunisienne de la Jeunesse et du Développement (ATJD) - Messaadine



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Tunisian Forum for Youth Empowerment
- Fédération des Tunisiens pour Une Citoyenneté des deux Rives
- Club Culturel Ali Belhaouane
- Ligue Tunisienne de l'Education



AUTRES PARTENAIRES :

- Maison de jeunes de Borj El Amri
- Maison de la culture de Borj El Amri
- Municipalité de Borj El Amri



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S) :

Secteur Borj El Amri, secteur El Messaadine, secteur Borj Ennour, secteur Menzel El Habib de la délégation de Borj El Amri, gouvernorat de la Manouba

Avec elles, on bâtit le rêve d'une patrie



Le projet « Avec elles, on bâtit le rêve d'une patrie » vise à renforcer la participation active aux élections municipales de la femme résidant dans le milieu rural relevant de la municipalité de Sidi Bouzid, et ce à travers la réalisation de deux objectifs particuliers. Le premier consiste en la prise de conscience du cadre juridique et législatif des élections municipales et des collectivités locales et de l'importance des élections municipales, en tant que pratique quotidienne de la démocratie, vu qu'elles sont liées directement à la vie de tous les jours des citoyens, et ce à travers la préparation d'un guide simplifié en dialecte tunisien relatif à la loi des élections municipales et au code des collectivités locales. Le deuxième objectif fixé est la prise de conscience de l'importance de la participation de la femme et de son accès aux conseils municipaux, en vue de construire une démocratie saine, et ce à travers une prise de conscience de l'importance de la participation de la femme au milieu rural dans les élections municipales en tant qu'un exercice des droits de l'Homme sociaux et politiques, et la consolidation du rôle de la société civile sur le plan local en termes de supervision des élections, et le suivi des promesses électorales.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

- Renforcer la participation active aux élections municipales de la femme résidant dans milieu rural relevant de la municipalité de Sidi Bouzid.



ACTIVITES :

- Elaboration d'un guide simplifié en dialecte tunisien relatif aux élections municipales et au code des collectivités locales
- Visite d'échange d'expériences internationale entre la municipalité de Sidi Bouzid et la municipalité de Choisy Le roi
- Séminaire régional sur : l'approche du genre social et le gouvernement local : Quel rôle pour la femme dans les élections et les programmes municipaux
- Campagnes de sensibilisation pour appeler la femme, dans le milieu rural, à élire
- Supervision des élections municipales à Sidi Bouzid avec la participation d'une délégation française de superviseurs, élaboration des rapports concernant le déroulement de l'opération électorale et tenue d'une conférence de presse



BÉNIFICIAIRES :

- Les femmes dans le milieu rural relevant de la municipalité de Sidi Bouzid entre 18 et 45 ans
- La municipalité de Sidi Bouzid
- Les associations féminines à la municipalité de Sidi Bouzid, 5 associations
- L'instance sectorielle des élections de Sidi Bouzid



PORTEUR DU PROJET :

- Association Victoire pour la femme rurale (Victoire)



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Association "ATAC" de Sidi Bouzid



AUTRES PARTENAIRES :

- Commune de Choisy-le roi -France
- Association ACCAC France
- L'instance sectorielle des élections de Sidi Bouzid
- Municipalité de Sidi Bouzid
- La voix "Takmouda" pour les personnes handicapées



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

Gouvernorat de Sidi Bouzid



Jeunes citoyen/ne/s du monde



Par ce projet, l'association Cool'eurs du monde souhaite franchir une nouvelle étape, celle de l'approfondissement et de la diffusion des questions de citoyenneté locales et internationales, auprès des élèves et des acteurs de l'éducation. La citoyenneté prendra une dimension mondiale en réalisant un échange entre les représentants des élèves élus tunisiens et des élèves de France qui auront l'occasion d'exprimer leurs points de vue et leurs idées au sujet d'enjeux les concernant. Cette démarche sera soutenue par une mission de volontaires en projet de réciprocité. En parallèle, des professionnels de l'éducation : enseignant/e/s, animateurs/trices, éducateurs/trices seront informé/e/s et outillé/e/s pour qu'ils/elles deviennent vecteurs de cette éducation à la citoyenneté mondiale.



OBJECTIF GÉNÉRAL :

- Contribuer à la formation des jeunes citoyen/ne/s du monde.



ACTIVITES :

- Mise en place de missions de volontariat de réciprocité
- Ateliers d'éducation à la citoyenneté mondiale
- Mobilité des élèves représentants élus tunisiens
- Création d'une formation auprès de professionnels de l'éducation
- Journées de restitution



BÉNÉFICIAIRES :

- Les élèves
- Les enseignants et animateurs socioéducatifs
- Les volontaires en service civique



PORTEUR DU PROJET :

- Cool'eurs du monde



PARTENAIRES MEMBRES DE SOYONS ACTIFS/ACTIFS :

- Scouts tunisiens (Section Sfax)



AUTRES PARTENAIRES :

- Association du Lien Interculturel Familial et Social (Alifs)



TERRITOIRE (S) CONCERNÉ (S):

- Région de Sfax (Tunisie)



- Région Bordelaise (France)

Territoires touchés par les projets appuyés par le PCPA Soyons Actifs/Actives



LES MEMBRES DU PCPA SOYONS ACTIFS/AVTIVES

Liste des Membres :

Organisations :

1. Adice
 2. Afev
 3. Altercarto
 4. Association Astuce
 5. Association de l'observatoire de Sousse sur le décrochage scolaire
 6. Association Tâalimouna
 7. Association des femmes citoyennes du Kef
 8. Association de Développement de la Femme Rurale Kasserine
 9. Association Tunisienne des Parents des élèves
 10. Association Régionale de protection de l'Environnement à Kasserine
 11. AMAL pour le développement et la solidarité à Kasserine
 12. Amsed
 13. Association Amal pour la famille et l'enfant
 14. Association de Développement Local de Borj Ennour
 15. Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche et le Développement
 16. Association des habitants Mourouj 2
 17. Association Tunisienne de Défense des Demandeurs d'Emploi Kasserine
 18. Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)
 19. Alter'Solidaire
 20. ACDR
 21. ATJD
 22. ATAC
 23. ASTUCE
 24. Batik International
 25. Citoyens et Solidaires
 26. Collectivités territoriales ou associations de collectivités territoriales
 27. Centres d'Entraînements aux Méthodes d'Éducation Active
 28. Citoyenneté et Liberté Djerba
 29. Club Culturel Ali Belhouane
 30. Création et Créativité pour le Développement et l'embauche
 31. Centre de Citoyenneté Sidi Bouzid
 32. Confédération Française Démocratique du Travail
 33. Confédération Générale du Travail
 34. Cool'eurs du Monde
 35. Jinkgo
 36. Dream in Tunisia
 37. Étudiants et Développement
 38. Fédération Syndicale Unitaire
 39. Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)
 40. Fédération Nationale des Francas
 41. Fédération des syndicats généraux de l'Éducation nationale et de la Recherche publique (SGEN-SFDT)
 42. Festival du Printemps
 43. France Volontaires Tunisie
 44. GRDR
 45. Groupement des Éducateurs sans Frontière (GREF)
 46. Handicap International Tunisie
 47. Imagecom
 48. Institut de Coopération Sociale Internationale (ICOSI)
 49. Institut Arabe des Droits de l'Homme/Bizerte
 50. Institut Méditerranéen de Formation et recherche en travail social (IMF)
 51. Jamaity
 52. Jeunesse et développement Remada
 53. Jeunes Leaders du Kef
 54. Ligue de l'enseignement
 55. Ligue tunisienne de l'éducation
 56. Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH)
 57. Manifeste Beja
 58. Manufacture coopérative
 59. Mash'hed culturel
 60. Mémoire de la Médina de Kairouan
 61. Mouwatinet
 62. Nachaz- Dissonances
 63. Organisation Tunisienne de Défense des Droits des Personnes Handicapées (OTDDPH)
 64. Réseau Enfants de la Terre
 65. Régie Services Nord Littoral
 66. Relais pour l'Emergence d'une Jeunesse Sociale et Organisée (RESO)
 67. Scouts Tunisiens
 68. Touensa
 69. Transmission et Développement
 70. Twiza Solidarité
 71. Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT)
 72. Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation
 73. Union Tunisienne de Solidarité Sociale (UTSS)
 74. Tlémthétna
 75. Tunisian Forum for Youth Empowerment
 76. Victoire pour la Femme Rurale
 77. Younga Solidaire
- Collectivités territoriales ou associations de collectivités territoriales :
78. Région Pays de la Loire
 79. Région Auvergne-Rhône-Alpes
 80. Région Val-de-Marne
 81. Rif Solidarité Regueb
 82. Cités Unies France
 83. Fédération Nationales des Villes Tunisiennes

ADRESSE

Tunis 16 bis, Rue Dr Alphonse Laveran 1002 le Belvédère - Tunis
Place Pasteur
Sidi Bouzid Immeuble Horizon, premier étage, Appartement
N°1. à côté de l'Institut supérieur des Arts et Métiers - Sidi Bouzid

CONTACT EN TUNISIE

Ahlem BOUSSERWEL, Directrice Exécutive du
PCPA Soyons Actives/Actifs
Tél : +216 24 549 373
Mail : a.bousserwel@actives-actifs.org
Ghada HADHBAOUI chargée de communication du
PCPA-Soyons Actives/Actifs
Tél : +216 29 861 610
Mail : comsoyonsactifs.asolidarite-laique.org

CONTACT EN FRANCE

Guilhem ARNAL, responsable du PCPA-Soyons
Actives/Actifs
Tél : +33 1 45 35 13 13
Mail : garnal@solidarite-laique.org

Conception et réalisation : PCPA Soyons Actifs/Actives
Conception graphique : Mahdi Siala
Crédit photo : Augustin Le Gall / Aymen Omrani & PCPA Soyons Actifs/Actives

Site : www.actives-actifs.org
FB : Soyons.actifs-actives

